

Leaders

A close-up portrait of Bourguiba, an elderly man with white hair, wearing a dark suit, white shirt, and red tie. He has a serious expression and is looking slightly to the right.

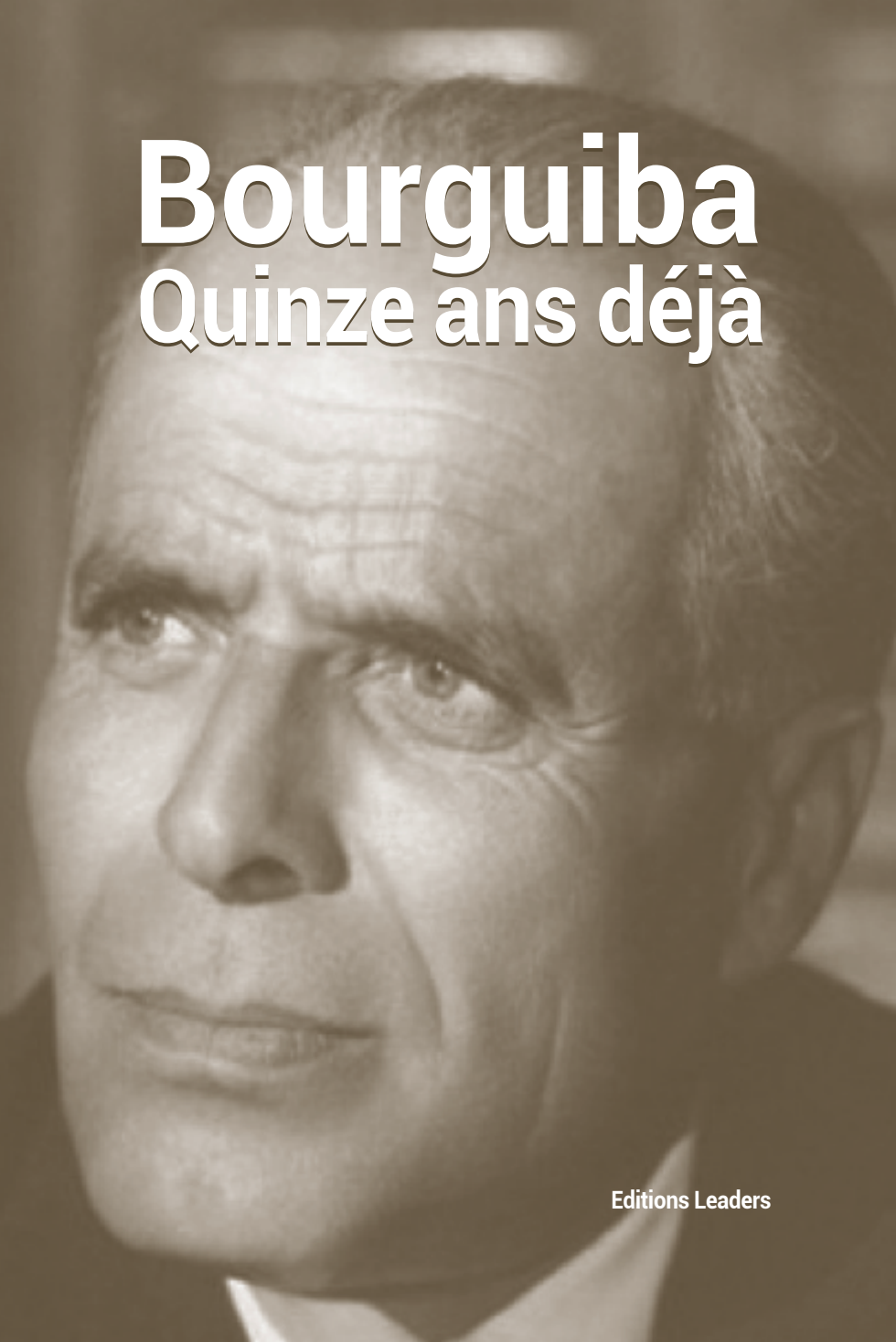
Bourguiba Quinze ans déjà

2015

ISBN 978-9938-12-927-4



9 789938 129274



Bourguiba

Quinze ans déjà

Editions Leaders

Les auteurs des textes publiés dans ce livret

- Georges Adda
- Hédi Béhi
- Mohamed Larbi Bouguerra
- Amor Chadli
- Saïda Douki
- Ezzeddine Gueddiche
- Taoufik Habaieb
- Saïda Ghariani
- Mohamed Ali Mahjoub
- Mohamed Sayeh



S o m m a i r e

Préface	4
Comment Bourguiba a été déclaré dans l'incapacité d'exercer ses fonctions <i>Par le Pr Ezeddine Gueddiche</i>	6
Bourguiba a bien porté plainte contre Ben Ali <i>Par Taoufik Habaieb</i>	12
Quand Georges Adda adjurait Ben Ali de rendre la liberté à Bourguiba <i>Par Georges Adda</i>	18
Séquestration de Bourguiba <i>Par Mohamed Sayah</i>	24
Jean Daniel en soirée souvenir à l'ambassade de Tunisie à Paris <i>Par Mohamed Ali Mahjoub</i>	28
Les dernières heures de Bourguiba <i>Par Dr Saida Douki</i>	30
«Même mort, Bourguiba était encombrant pour Ben Ali»	38
Bourguiba, Ben Ali et les islamistes <i>Par Amor Chadli</i>	40
Bourguiba, un homme de grande culture <i>Par Mohamed Larbi Bouguerra</i>	52
Le périple de Bourguiba au Machrek comme je l'ai vécu <i>Par Saïda Ghariani Maherzi</i>	58
Il y a 50 ans, le discours qui a failli changer le cours de l'histoire au Proche-Orient <i>Par Hédi Béhi</i>	64
Pour un inventaire dépassionné du legs bourguibien <i>Par Hédi Béhi</i>	74
Mériem Bourguiba Laouti : Bourguiba construisait un Etat républicain et non une dynastie	78

P r é f a c e



Habib Bourguiba

**Le coup d'Etat médical,
la séquestration à Monastir
et les derniers jours**

Quinze ans déjà ! Le jeudi 6 avril 2000, Habib Bourguiba nous quittait. A ce jour, la Tunisie et les Tunisiens n'en ont pas encore fait leur deuil. Si Béji Caïd Essebsi a été élu à la présidence de la République, il le doit en grande partie à son héritage politique, aux valeurs incarnées, jusqu'au style endossé. Orphelins de Bourguiba, les aînés le ressentent fortement. Avides de bourguibisme, les plus jeunes s'en proclament. Loin de tout culte de la personnalité, dans la conviction de la force des idées, antipatrices, visionnaires, ancrées dans le progrès et la modernité.

Culpabilisés de s'être tus face au sort qui était réservé au «Combattant suprême», son limogeage et sa captivité à Monastir, les Tunisiens étaient encore plus indignés par l'interruption de la retransmission télévisée de ses obsèques. Aux erreurs se sont succédé les fautes, un crime d'Etat, un crime contre l'Histoire.

Aujourd'hui, plus que jamais, Bourguiba et le bourguibisme reviennent en force. Non pas que les gens aient une quelconque nostalgie d'un combat héroïque pour l'indépendance de la Tunisie et la construction de l'Etat moderne, mais beaucoup plus en référence à un leadership politique et à la pérennité d'une vision avant-gardiste.

Dans ce grand retour, les Tunisiens cherchent à comprendre. Nombre de séquences demeurent voilées. Comment a été établi ce fameux rapport médical qui avait servi pour «justifier» le coup d’Etat médical du 7 novembre 1987 ? Dans quelles conditions Bourguiba avait-il été séquestré depuis lors? Pourquoi sa plainte, dûment adressée par lui-même au procureur de la République, pour recouvrer sa liberté, avait-elle été étouffée ? Comment avait-il vécu les derniers jours de sa vie ? Et bien d’autres interrogations...

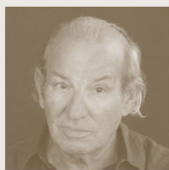
En commémoration du XV^e anniversaire de la disparition du président Bourguiba, nous avons cru utile de réunir dans ce livret les principaux articles qui lui avait été consacrés dans *Leaders Magazine*, depuis son lancement au lendemain de la révolution. Rédigés par de grands témoins et à partir de documents historiques, ils gardent une valeur inépuisable. Le tout dernier numéro de *Leaders* (N° 47 – Avril 2015) nous en fournit une nouvelle révélation. En grande exclusivité, nous publions en effet le témoignage exceptionnel du Pr Ezzedine Gueddiche, récemment livré à la Fondation Temimi et ce grâce à leur aimable autorisation. Ce dernier texte obtenu sera le premier dans ce livret.

La parution de ce livret coïncidant avec le 50^e anniversaire du périple de Bourguiba au Proche-Orient et son fameux discours à Ariha, nous avons jugé utile de revenir sur cette page lumineuse des années Bourguiba d’autant plus qu’elle est méconnue.

Quinze ans déjà ! Mais quinze ans seulement. Bourguiba et le bourguibisme continueront à être fortement présents. Et à inspirer de nouvelles générations.

Taoufik Habaieb

Comment Bourguiba a été déclaré dans l'incapacité d'exercer ses fonctions



■ Par le Pr Ezeddine Gueddiche

C'est un document historique qui est publié pour la première fois, apportant des révélations de première main sur le limogeage du président Habib Bourguiba. Il nous éclaire sur les circonstances de l'établissement, le 7 novembre 1987, du fameux rapport médical mentionnant que son *«état de santé ne lui permet plus d'exercer les fonctions inhérentes à sa charge»*. Ce témoignage et sa publication, nous les devons au Pr Ezeddine Gueddiche et au Pr Abdeljélil Temimi. Médecin neuropsychiatre, le Pr Gueddiche exerçait alors à l'Hôpital militaire de Tunis et avait été sollicité maintes fois au chevet de Bourguiba, depuis longue date.

Ce soir-là, il obtempérait à une convocation officielle. Historique. Soucieux de livrer son témoignage pour l'histoire, il a choisi la Fondation Temimi, dont il apprécie les efforts de l'initiateur, pour lui remettre un texte écrit d'une trentaine de pages. Il y retrace les antécédents médicaux psychiatriques de Bourguiba puis relate ce qu'il a vécu le 7 novembre 1987.



Face à ce trésor, le Pr Temimi lui proposera de participer à un séminaire dédié auquel seraient conviés notamment les Prs Amor Chadli et Abdelaziz Annabi ainsi que Rafik Chelli, alors directeur général de la Sécurité présidentielle et récemment nommé secrétaire d'Etat à la Sûreté nationale. Animé par le Pr Rym Ghachem, psychiatre à l'Hopital Razi, ce séminaire, tenu le samedi 6 septembre 2014, fut très instructif. Les témoignages et les débats ont levé un coin de voile sur la maladie de Bourguiba et ce qui a été qualifié de « coup d'Etat médical » pour le destituer.

En attendant la publication du texte intégral du témoignage du Pr Gueddiche et le verbatim du séminaire dans les publications de la Fondation, l'auteur et le Pr Temimi ont aimablement autorisé *Leaders* à en publier les extraits suivants, se rapportant directement au rapport médical du 7 novembre 1987. Qu'ils en soient vivement remerciés.

«Le samedi 7 novembre vers 2 heures du matin, le téléphone sonne, je ne dors pas : inquiet, je m'attendais au pire, ma mère étant gravement malade. C'est Abdallah Kallal au téléphone, il me demande de rejoindre le ministère de l'Intérieur sur ordre du général Ben Ali, Premier ministre. Je traîne un peu, le général Youssef Ben Slimane, chef de la sécurité militaire, me rappelle à l'ordre. Lorsqu'en 1979, j'ai rendu visite à mon ami Azzedine M'barek, entre autres, il m'a dit que lorsqu'il rendait visite au Président, il était déguisé. J'ai pensé que cette convocation nocturne était liée à la santé du Président qui continuait à se détériorer et

qu'une nouvelle crise avait éclaté ; l'intervention d'un psychiatre était alors nécessaire. J'arrive devant le ministère de l'Intérieur. En face de moi je vois arriver le Pr Mohamed Gueddiche. J'ai tout de suite saisi de quoi il en retournait et en rentrant dans le grand hall du ministère de l'Intérieur, je lui dis : «*Ecoute, maintenant ça passe ou ça casse*». Etaient présents au 2ème étage :

Les professeurs

- Mohamed Ben Smail : cardiologue
- Hechemi Garoui : gastroentérologue et président du Conseil de l'ordre des médecins
- Amara Zaïmi : pneumologue
- Mohamed Gueddiche : cardiologue
- Sadok Ouahchi : neuropsychiatre
- Ezzedine Gueddiche : neuropsychiatre
- Abdelaziz Annabi : neurologue, arrivé bien plus tard.

Amara Zaimi est décédé ainsi que Hechemi Garoui. Quant à Sadok Ouahchi, contrairement à ce que rapporte *Jeune Afrique* du 2 au 8 novembre 2008, il est toujours vivant et se porte bien. Etaient présente aussi Mme Souad Yacoubi, ministre de la Santé. Abdallah Kallel nous informe de l'objet de notre convocation, nous demandons à voir le Président.

La réponse est négative : «*La présidence est en état de siège, personne ne peut y accéder*». Alors, on prend tout notre temps, on discute, on se concerte, on évalue (nos différents points de vue).

Je dicte le rapport médical au Pr Mohamed Gueddiche. Une fois approuvé, je demande la convocation du procureur de la République pour nous requérir. Avant de signer, Hédi Baccouche sort et me rappelle à mes devoirs citoyens en m'informant que *«dans le cas contraire, demain c'est un bain de sang à Tunis et je serai tenu pour unique responsable»*.

J'ai rencontré le «Dr Amri» qui m'a informé qu'effectivement il y avait un complot des islamistes pour le 08/11/1987 et qu'il savait exactement ce qui se passait au ministère de l'Intérieur parce qu'il disposait d'agents infiltrés. Le procureur arrive, on est requis et on signe : on me demande de signer le premier. Et voici le texte du rapport : *«Nous soussignés avoir été requis ce jour par le procureur de la République afin de donner un avis médical autorisé sur l'évolution actuelle de l'état de santé physique et mentale de M. Habib Bourguiba, président de la République, après concertation et évaluation, nous constatons que son état de santé ne lui permet plus d'exercer les fonctions inhérentes à sa charge »*.

Nous sommes médecins loin des intrigues de la cour et nous avons agi en toute conscience. Le Président était en otage de cette même cour, comme le dit si bien Bourguiba Jr. Il fallait porter assistance à personne en danger ; malgré tout, ce certificat ne fermait pas la porte aux ayants droit. Tout certificat est contestable, une contre-expertise aurait dû être demandée par les ayants droit sur les conseils de son médecin traitant. Le mot générique santé a été utilisé à souhait, aucune trace du mot démence ne figure dans le certificat médical. Aucun d'entre nous n'a été menacé ni

par un revolver ni par des bombes lacrymogènes et personne ne m'a dicté ce rapport ni ne m'a tenu la main.

Pour nous, enfants de Bourguiba, sa place est à côté de ces génies bipolaires : Ernest Hemingway, Vincent van Gogh, Charles Dickens, Napoléon, Isaac Newton... Je voudrais, pour terminer, vous citer deux témoignages :

«Durant tout l'automne 1976, le Président a été frappé de dépression qui l'affectait périodiquement, depuis cinq ans. Enfermé au palais de Carthage, il ne recevait presque plus personne. J'étais un des rares qu'il faisait appeler chaque après-midi. Et pour moi, qui l'avais connu dans toute la plénitude de ses moyens, il offrait un spectacle poignant ... A ces phases de confusion succédaient des moments de lucidité ... ».

«Ce n'était pas facile, c'était le Président ! Personne n'osait penser que c'était une dépression nerveuse. Il y avait encore ce tabou social qui associe toute maladie nerveuse à la folie et impose donc le silence. Il y a même un médecin de ma génération, encore vivant, qui continue de penser, de bonne foi et par attachement à mon père, qu'il n'a jamais eu de dépression nerveuse ! Il y avait une sorte de blocage qui ne permettait pas de percevoir une réalité plus que tangible... ».

C'est cet attachement qui pousse à une attitude de déni!

Le mot de la fin : Bourguiba n'était ni un dictateur ni un démocrate, c'était un homme pressé et il l'a payé de sa santé!

E.G.

Bourguiba a bien porté plainte contre Ben Ali



■ Par Taoufik Habaieb

Exclusif. Le magazine mensuel *Leaders* a publié dans son numéro d'avril 2013 un document exceptionnel. Le président Habib Bourguiba avait bien porté plainte en bonne et due forme contre Ben Ali. Il y demandait non seulement sa remise en liberté de sa résidence surveillée à Monastir, mais aussi son jugement. Sa requête au procureur de la République de Monastir vient d'être trouvée dans les archives de la présidence de la République, avec beaucoup d'autres documents importants.

Au moment où la Tunisie commémore ce 6 avril la 13ème année de sa disparition, un coin de voile commence à être levé sur les dernières années de Bourguiba, son enfermement, ses souffrances et son sens de la dignité, gardé jusqu'au bout. A lire ces documents, à écouter les rares confidences de ceux qui ont pu l'approcher durant son calvaire, on ne peut s'empêcher de se demander où étaient les bourguibistes? Comment avaient-ils accepté

ce sort infligé à leur leader, au Combattant suprême? Quelle peur les avait muselés, mortifiés à ce point ?

Ils étaient ses disciples, ses ministres, ses obligés, ses admirateurs, ses serviteurs. Ils lui doivent beaucoup, sinon tout. Mais, ils s'étaient presque tous tus, résignés et l'ont lâché au moment où il avait le plus besoin de leur soutien dans cette dernière épreuve. Presque tous, car quelques-uns seulement n'avaient pas lâché prise. Tous les autres avaient flanché. Après plus de 50 ans de lutte, de prison et de pouvoir, Bourguiba en avait l'habitude, mais peut-être pas à ce point et à ce moment-là. Les documents reproduits ci-après apportent un éclairage exceptionnel sur cette période que l'ancien régime étouffait de toutes ses forces. Une machination poussée jusqu'à préparer dès 1995, c'est-à-dire cinq ans à l'avance, tout le déroulé du cérémonial des funérailles de Bourguiba. Tout avait été prévu d'avance, dans le moindre détail, pour ne laisser la place à aucune improvisation de dernière minute qui aurait pu déplaire à Ben Ali. Cette note a été retrouvée à Carthage et doit être divulguée incessamment, nous dit-on. Lorsqu'effectivement Bourguiba décéda, le programme a été appliqué à la lettre. Un cynisme digne des grandes dictatures.

Une plainte poignante

Le vendredi 2 février 1990, un homme de près de 90 ans prend lui-même sa plume pour déposer plainte, auprès du procureur de la République, contre le président de la République. Celui qui l'avait déposé et enfermé illégalement. Ce qu'il ne

comprend et n'accepte pas, c'est pourquoi ce sort qu'il lui inflige. Ce qu'il demande, c'est d'être jugé pour toute accusation qui lui serait imputée après tant de combats au service de la nation. Pour appuyer sa requête, Bourguiba demande à être reçu afin de soumettre de plus amples détails et fournir photos et documents probants. En bon avocat, même s'il n'avait pas longtemps exercé, Bourguiba garde, à 90 ans, la main pour la procédure. Pour éviter tout vice de forme, il l'adresse bien au procureur général près le tribunal de Monastir, territorialement compétent en raison de son lieu de captivité, et prend soin de le répéter en langue française afin que ce soit bien compris. Il commence par décliner son identité complète : «*Habib Ben Ali Ben Haj Mohamed Bourguiba, premier président de République en Tunisie, né à Monastir, le 3 août 1903*». Puis, il expose sa plainte. Après avoir rappelé brièvement sa lutte contre l'occupant, sans haine, ce qui a permis à la Tunisie et à la France d'entretenir, après l'indépendance, de bonnes relations, citant à ce propos le témoignage du président François Mitterrand, il évoque sa déposition préméditée par Ben Ali et son enfermement à Monastir.

Un traitement atroce

«Je suis retenu dans la résidence du gouverneur(...), ne pouvant en sortir que sur son autorisation, et ne pouvant recevoir les membres de ma famille (...). Certes, je bénéficie des commodités d'hébergement et de restauration, mais je ne peux même pas aller à notre maison, la maison de Bourguiba construite par mon père, feu Ali Bourguiba, et la maison de mon oncle (...)». Bourguiba se plaindra de ce statut de

prisonnier en se demandant quel acte avait-il commis pour y être soumis et *«traité avec toute cette atrocité»*. Il demande à quitter cette prison serrée et revendique son droit à la liberté : *«Je veux retrouver mes amis et tous les habitants de Monastir»*. Et d'insister sur sa demande d'audience, y voyant sans doute l'occasion de porter son affaire devant l'opinion publique.

Bourguiba y reviendra en post-scriptum, rappelant son combat et promettant des détails très utiles. Par deux fois dans cette lettre, il mentionnera qu'en cas de menace, la France sera toujours aux côtés de la Tunisie. Certains y verront sans doute, loin de tout recours à l'ancienne puissance coloniale, plutôt un clin d'œil très bourguibien à la renonciation de la France à ses valeurs, restée peu soucieuse de son cas, pourtant pays des libertés et des droits de l'Homme. Ce document suscite beaucoup d'interrogations. Était-il parvenu effectivement à son destinataire, le procureur de la République de Monastir? Et si oui, pourquoi n'y avait-il pas donné suite, en recevant Bourguiba ou en ouvrant une instruction? Cette thèse paraît peu probable, quand on connaît la surveillance draconienne que Ben Ali exerçait sur son otage. L'un des rares proches de Bourguiba autorisé à le rencontrer avait été en effet interdit de visite pendant une longue période pour le simple soupçon (infondé) d'avoir essayé de sortir un document rédigé par «le Combattant suprême». Le plus probable, c'est que la requête de Bourguiba avait été interceptée à son insu et remise à Ben Ali. C'est ce

qui explique d'ailleurs qu'elle se soit trouvée à Carthage, avec nombre d'autres lettres et documents qui feront le bonheur des historiens.

Un musée Bourguiba : tout sera-t-il révélé ?

Il n'y a pas en fait que les chercheurs qui s'enthousiasment pour le parcours et l'œuvre de Bourguiba. La capitale française vient de lui rendre un nouvel hommage en installant son buste dans le square qui porte déjà son nom, au VII^{ème} Arrondissement. Et ce fut pour le maire de Paris, Bertrand Delanoë, l'occasion de célébrer les valeurs de modernité et d'ouverture de l'illustre président en présence d'un grand nombre d'amis de la Tunisie (Jean Daniel, Pierre Hunt, etc.) et de Tunisiens. Conscient de ce grand attachement à Bourguiba, le président Moncef Marzouki a tenu à aménager, dans l'ancien palais présidentiel de Skanès qui menaçait de tomber en ruine, un musée qui lui sera dédié. Qu'en sera-t-il des documents et objets personnels laissés jadis à Dar Bourguiba, Houmet Trablesia, à Monastir ? On ne le sait pas avec précision, bien que des souches de chéquiers de Bourguiba attestent que nombre d'objets qui y figuraient avaient été payés par lui-même.

Conçu en «*projet institutionnel de préservation de la mémoire nationale*», le musée comprend également un centre de documentation pour les études bourguibiennes, enrichi notamment par le fonds documentaire retrouvé dans les caves du palais de Carthage ainsi qu'un espace dédié aux conférences. Une fois les documents mis à la disposition du public, que de surprises nous aurons à découvrir!

Quand Georges Adda adjurait Ben Ali de rendre la liberté à Bourguiba



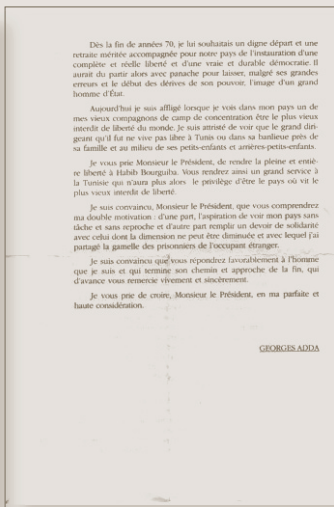
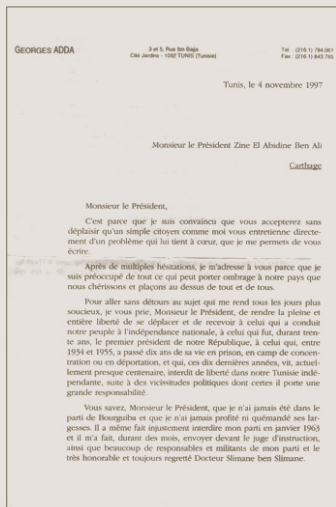
■ Par Georges Adda

Grand militant respecté du Parti communiste, de la cause nationaliste tunisienne sous l'occupation et des droits de l'Homme, après l'Indépendance, George Adda (1916-2008) ne pouvait accepter de voir Bourguiba, son «*compagnon de gamelle de prisonniers*», devenir, presque centenaire, dans son pays qu'il a libéré, «*le plus vieux interdit de liberté du monde.*» Dans une émouvante lettre datée du 4 novembre 1997, il adjurait Ben Ali de rendre à Bourguiba «*sa pleine et entière liberté de se déplacer et de recevoir.*»

La révélation de ce document, *Leaders* la doit à Hamed Zeghal qui nous précise : «*J'ai connu Georges Adda en prison en 1953. J'étais alors un simple étudiant*



néo-destourien, et il était un dirigeant bien connu du Parti communiste tunisien. Nous avons sympathisé. Nos rencontres après notre libération étaient cependant intermittentes mais toujours amicales. Au mois de novembre 1997, Georges m'a remis une copie de la lettre qu'il venait d'adresser à Ben Ali, et dans laquelle il plaidait pour la libération de Bourguiba. La lettre de Adda était émouvante. Elle traduisait la fidélité de ce grand patriote à l'homme qui a conduit la lutte du peuple pour l'indépendance, et qui a présidé par la suite à l'édification de l'Etat. Il n'est pas superflu, à l'occasion du onzième anniversaire du décès de notre héros national, de publier le texte de Georges Adda.» Dont acte.



Tunis, le 4 novembre 1997

Monsieur le Président Zine El Abidine Ben Ali Carthage

Monsieur le Président,

C'est parce que je suis convaincu que vous accepterez sans déplaisir qu'un simple citoyen comme moi vous entretienne directement d'un problème qui lui tient à cœur, que je me permets de vous écrire.

Après de multiples hésitations, je m'adresse à vous, parce que je suis préoccupé de tout ce qui peut porter ombrage à notre pays que nous chérissons et plaçons au-dessus de tout et de tous.

Pour aller sans détour au sujet qui me rend tous les jours plus soucieux, je vous prie, Monsieur le Président, de rendre la pleine et entière liberté de se déplacer et de recevoir à celui qui a conduit notre peuple à l'indépendance nationale, à celui qui fut, durant trente ans, le premier président de notre République, à celui qui, entre 1934 et 1955, a passé dix ans de sa vie en prison, en camp de concentration ou en déportation, et qui, ces dernières années, vit actuellement presque centenaire, interdit de liberté dans notre Tunisie indépendante, suite à des vicissitudes politiques dont certes il porte une grande responsabilité.

Vous savez, Monsieur le Président, que je n'ai jamais été dans le parti de Bourguiba et que je n'ai jamais profité ni quemandé ses largesses. Il a même fait, injustement, interdire mon parti en janvier 1963 et il m'a fait, durant des mois, envoyer devant le juge d'instruction, ainsi que beaucoup de responsables et militants de mon parti et le très honorable et toujours regretté le Dr Slimane Ben Slimane.

Dès la fin des années 70, je lui souhaitais un digne départ et une retraite méritée accompagnée pour notre pays de l'instauration d'une complète et réelle liberté et d'une vraie et durable démocratie. Il aurait dû partir alors avec panache pour laisser, malgré ses grandes erreurs et le début des dérives de son pouvoir, l'image d'un grand homme d'Etat.

Aujourd'hui, je suis affligé, lorsque je vois dans mon pays un de mes vieux compagnons de camp de concentration être le plus vieux interdit de liberté du monde. Je suis attristé de voir que le grand dirigeant qu'il fut ne vive pas libre à Tunis ou dans sa banlieue, près de sa famille et au milieu de ses petits-enfants et arrière-petits-enfants.

Je vous prie, Monsieur le Président, de rendre pleine et entière liberté à Habib Bourguiba. Vous rendrez ainsi un grand service à la Tunisie qui n'aura plus alors le privilège d'être le pays où vit le plus vieux interdit de liberté.

Je suis convaincu, Monsieur le Président, que vous comprendrez ma double motivation : d'une part, l'aspiration de voir mon pays sans tache et sans reproche et, d'autre part, remplir un devoir de solidarité avec celui dont la dimension ne peut être diminuée et avec lequel j'ai partagé la gamelle des prisonniers de l'occupant étranger.

Je suis convaincu que vous répondrez favorablement à l'homme que je suis et qui termine son chemin et approche de la fin, qui, d'avance, vous remercie vivement et sincèrement.

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, en ma parfaite et haute considération.

Georges Adda

Séquestration de Bourguiba



■ Par Mohamed Sayeh

Après la révélation par *Leaders* de la plainte pour séquestration déposée par Bourguiba contre Ben Ali, nous poursuivons la publication d'autres documents à ce sujet. Cette lettre adressée par Mohamed Sayeh à Ben Ali est bien significative.

«A ma connaissance, Mohamed Sayeh est l'une des très rares personnes^(), pendant 13 ans, depuis la déposition de Bourguiba jusqu'à sa disparition, à s'être battu avec ténacité pour obtenir la levée de sa résidence surveillée».* Le témoignage de cet historien qui a accédé aux archives de la présidence de la République est confirmé par un document.

تونس في ٥٩ رمضان / ١٤١٥ هـ ٥ أبريل ١٩٩٥

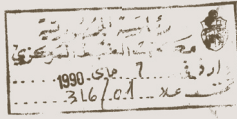
الى سيادة الرئيس زينة العابدين بن علي
رئيس الجمهورية التونسية

سيدي الرئيس،

رئيسي في مناسبة حلول عيد الفطر المبارك ان اتقدم الي
سيادتك بأحر التهاني وأطيب التحيات وأجمل لكم دوام
الطهر ومزيد التوفيق في القيام بمهامك السامية على رأس
الدولة ولكي هل يلكة لآي وطني حادة أن يجرى لك في هذه
المشاعر النبيلة بدون أن يفتك في شأن سلفك الرئيس
الطيب بورقيبة ويصور لك بعينك اشتغاله بوظيفته وما
لما من انكاسات على مخزبات الأمة وناسكها على
المدى القريب والبعيد، فخلا عنا في هذه الوظيفة من
تناقض مع مقتضيات دولة القانون التي نبؤتم في خدمتها
وتدعيم أسسها.
لذلك استسمحك في أن اغتنم مرة أخرى مثل هذه
الفرصة لأتوجه اليك بنداؤه ملؤه الأمل في أن نأذنوا
بوضع حد في آخره الاوقات لعزلة زعيمنا الوطني
ونكليه على أن نل من اقتبال كل من يأنس اليه ويرغب
تحصيا في البناء.

تقبلوا، سيدي الرئيس، فاشة عبارات التقدير
ولا عنان.

محمد الصباح
عصيفو



C'est une lettre que l'ancien historiographe de Bourguiba avait adressée le 25 avril 1990 (le 29 ramadan 1410 et cette précision est importante) à Ben Ali. Il saisit l'occasion de l'Aïd pour lui présenter ses vœux et s'en ouvrir à lui du sort de son prédécesseur.

Avec le style et l'habileté qu'on lui connaît, Sayah écrit: *«Est-il possible à un patriote sincère de vous exprimer ses sentiments sans évoquer avec vous le sort de votre prédécesseur, le président Bourguiba, et vous dire toute son inquiétude pour sa situation et les conséquences qu'elle peut avoir sur le moral de la nation et sa cohésion à moyen et long terme. En plus du fait que cette situation se trouve en contradiction avec les dispositions d'un Etat de droit au service duquel vous vous êtes engagé, pour en consolider les fondements».*

«C'est pourquoi, j'ose, avec votre permission, saisir encore une fois pareille occasion pour vous adresser un appel plein d'espoir pour donner vos instructions en vue de mettre fin dans les plus brefs délais à l'isolement de notre leader et lui permettre de revoir au moins tous ceux avec qui il se sent à l'aise et souhaite personnellement rencontrer».

Disciple de Bourguiba, familier de ses messages codés, Sayah a dû peser chaque mot de sa lettre

recommandée adressée par voie postale. L'unique sort qu'elle connaîtra après lecture par Ben Ali, mais sans annotation : l'enregistrement au bureau d'ordre de la Présidence, le 7 mai 1990, sous le N° 01/316 et son versement aux archives les plus secrètes.

() Il faut mentionner également le grand militant Georges Adda qui avait adressé à Ben Ali, le 4 novembre 1997, une lettre l'adjurant de rendre à Bourguiba, «l'homme le plus vieux interdit de liberté du monde», «sa pleine et entière liberté de se déplacer et de recevoir».*



Jean Daniel en soirée souvenir à l'ambassade de Tunisie à Paris



■ Par Mohamed Ali Mahjoub

Le président Bourguiba a été déposé illégalement par le Premier ministre de l'époque, Ben Ali, aidé en cela par les Américains d'une part, et les services secrets italiens, sur ordre de l'Otan, au cas où l'opération rencontrerait des difficultés, d'autre part.

Bourguiba fut donc assigné à résidence surveillée et gardé fortement par des troupes de choc pour le cas où un commando viendrait un jour à tenter de le libérer et le remettre à la tête du pouvoir; ce qui serait la perte certaine du comploteur en chef, Ben Ali, et ses complices, à l'époque, dans la garde nationale.

Quelques mois après son internement, Jean Daniel, un grand de la presse française, demanda à la voir et en obtint l'autorisation, avec date et heure fixées pour un rendez-vous à Monastir, lieu de résidence de Bourguiba. Jean Daniel

arriva donc à l'heure convenue et fut reçu par le gouverneur, geôlier officiel du président, qui l'introduisit auprès de Bourguiba, et s'assit lui-même pour assister à l'entretien, comme Jean Daniel en a été prévenu.

L'entretien a duré 20 minutes durant lesquelles le visiteur et le Président n'ont pu échanger que quelques banalités. Puis le gouverneur se leva, signifiant ainsi la fin de l'entretien. Jean Daniel fit de même et se préparait à prendre congé du Président quand ce dernier lui fit signe de l'accompagner jusqu'à la porte de la résidence; parcours que le Président utilisa pour chuchoter à l'oreille de Jean Daniel une adresse parisienne, rue de l'Estrapade. Sur le chemin du retour vers Tunis, puis en avion au retour vers Paris, Jean Daniel essaya de percer le mystère de cette adresse. Arrivé dans la capitale française, Jean Daniel se précipita vers l'adresse, il y trouva une librairie où l'on ne vendait que des livres d'histoire et où officiait un couple – sans doute un homme et sa femme – qui, à la question du journaliste, répondait ne pas connaître, ni de près ni de loin, Bourguiba.

Un peu désorienté, Jean Daniel se préparait à quitter les lieux quand son regard fut attiré par un tableau célèbre représentant Victor Hugo, exilé à l'époque à Guernesey. Et Jean Daniel a soudain tout compris *«Je suis prisonnier de ce monstre Ben Ali, et je le suis illégalement. Dites-le à tout le monde SVP !»*. Mais Jean Daniel, à raison, n'en fit rien. Mitterrand, informé par ce dernier, s'y opposa.

Mohamed Ali Mahjoub
Universitaire, Monastir

Les dernières heures de Bourguiba



■ Par Dr Saida Douki

Psychiatre, alors chef de service à l'Hôpital Razi, le Dr Saida Douki était appelée en urgence, fin mars 2000, au chevet de Bourguiba, transféré de Monastir à l'Hôpital militaire de Tunis, pour une ultime tentative de lui faire retrouver le sommeil. Elle y parviendra et se verra désignée pour le raccompagner à Monastir et le suivre jusqu'au dernier soupir. Un témoignage exceptionnel que le Dr Douki, aujourd'hui établie à Lyon, a bien voulu livrer en exclusivité à *Leaders*.

La mémoire nous joue de drôles de tours. Je garde un souvenir intact du jour où j'eus l'immense privilège d'être appelée au chevet du Président Bourguiba mais je ne peux me rappeler la date, ni celle de son décès qui devait suivre quelques semaines plus tard, comme si mon cerveau refusait d'enregistrer cette date. Il ne

vous étonnera guère d'apprendre que j'ai également totalement oublié la date du décès de mon père.

Je me dirigeai vers la Coupole pour assister à une cérémonie commémorative de je ne sais plus quoi (a posteriori, il s'agissait du 20 mars) à laquelle j'avais été conviée. Il était moins de huit heures, j'étais au carrefour d'El Menzah VI quand mon portable sonna. Mon collègue et ami le Pr Mohamed Gueddiche était au bout du fil. *«Saïda, me dit-il, où que tu sois, change de destination et rends-toi à l'Hôpital militaire où le Zaim*



(texto) est hospitalisé et il faudrait que tu le voies». Et me voilà à Montfleury en moins de temps qu'il ne faut pour le dire. J'étais totalement dépersonnalisée ! Moi, aller voir le grand Bourguiba qui avait été ravi à la vue de son peuple depuis tant d'années ?

Je suis attendue par le Pr Gueddiche dans son service, introduite et mon regard se porte (pour la première fois, en vrai) sur ce monument de mon histoire, de notre histoire, allongé sur un lit d'hôpital. Mes premières impressions furent : comme il est petit et comme il est grand ! C'est curieux, mais il est vrai qu'autant son corps était rapetissé, autant sa tête était toujours aussi imposante que de coutume. Une tête d'empereur romain ! Un regard toujours perçant bien que voilé par la cataracte. Il souffrait à l'évidence, il geignait, il grognait, il grommelait, faute de pouvoir s'exprimer du fait de l'évident effondrement de ses capacités cognitives. Il ne dormait plus, ne s'alimentait plus, m'a-t-on dit, et ne cessait de s'agiter, de crier, depuis qu'il avait contracté une pleurésie. Il fallait impérativement le soulager, le calmer.

Je m'enquis du traitement qu'il prenait et me contentai de le prescrire, littéralement terrorisée par ma responsabilité et en me croisant les doigts, par voie parentérale en augmentant légèrement la posologie. Et miracle, dans les minutes qui suivirent, les médicaments firent leur effet. Il s'endormit paisiblement.

J'ai oublié de vous dire que j'avais essayé d'entrer en contact avec lui en l'appelant avec un respect affectueux: si El Habib, vous m'entendez ? Et je me fis rabrouer par Mohamed Gueddiche, manifestement scandalisé par ma «familiarité»: Appelle-le *Saïd El Zaïm*, Saïda! Et je remarquai à ce moment que son dossier médical portait ce titre en français: Le leader Bourguiba. Il n'avait apparemment plus droit au titre de Président (ce qui eut été légitime car tous les anciens présidents y ont droit), mais personne ne pouvait lui ôter celui qu'il affectionnait tout particulièrement d'ailleurs.

Je compris aussi rapidement qu'on attendait de mon intervention la possibilité de le ramener au plus vite à Monastir, de crainte probablement que la population, informée de son séjour à l'hôpital, ne s'y précipitât. J'ai quand même demandé et obtenu un sursis de 24 heures pour m'assurer de la stabilisation de son sommeil, le problème de la pleurésie ayant été réglé.

Comme il avait passé une bonne nuit et était retombé dans une stupeur tranquille, on procéda à son transfert dès le lendemain, au grand dam de son fils. Mais il me fut demandé (à mon grand bonheur) de l'y accompagner, en toute discrétion. Ça tombait bien, nous étions à la veille de l'Aïd El Kebir et d'un très long week-end.

Ainsi fut fait, et je débarquai, en voiture spéciale, dans la fameuse villa du gouverneur local qui abritait

le Président depuis des années. Une villa moderne sans prétention mais où j'eus l'agréable surprise de découvrir une chambre à coucher parfaitement médicalisée, un bureau totalement reconstitué avec meubles et photo de Mendès France tels que vus à la TV, une équipe (cuisiniers, valets, secrétaires, gouvernantes, etc.) tout droit venue de Carthage en même temps que le Président. C'était une marque indéniable d'égards mais que pesait-elle face à l'isolement qui lui avait été imposé jusqu'à ses derniers jours ? Certes, il est important, pour les personnes âgées, de leur garantir des repères physiques. Ce fut fait. Mais il est encore plus important de leur offrir un environnement affectif, de continuer à les solliciter à ce niveau où le cerveau ne s'use uniquement que quand on ne s'en sert pas. Et on a infligé à l'avocat la pire des sanctions, celle de ne pas parler.

Et mon séjour monastirien commença. Pourquoi m'avait-on choisie plutôt qu'un psychiatre militaire (tenu au secret), d'autant qu'il en existait d'éminents? Probablement parce que j'étais une femme (hommage à Bourguiba) et parce que j'étais originaire de Monastir et donc aussi suspecte que tous mes concitoyens de loyauté indéfectible envers le plus illustre des natifs de la petite ville. Car l'heure était grave et la fin à l'évidence approchait.

Je me joignis à l'équipe médicale locale en charge de la santé du Président, mais j'avais l'avantage d'être

totalemment disponible sur place. Je pus observer les accès d'oscillations erratiques du moniteur cardiaque et me résolus à faire part du pronostic fatal au gouverneur qui nous rendait visite quotidiennement et à la famille qui, avec une dignité exemplaire, approuva ma proposition de mettre fin à l'acharnement thérapeutique. Car ses médecins continuaient avec un dévouement digne d'éloges à vouloir multiplier les explorations et mettre en œuvre de nouveaux protocoles thérapeutiques voués à l'échec. C'est alors que la surveillance se relâcha et que de nombreux proches, parents et amis furent autorisés à lui rendre une dernière visite.

C'est ainsi que je reçus (car j'étais devenue l'hôtesse de la demeure) mon maître, le Pr Amor Chadli, et M. Mohamed Sayah et que je recueillis des confidences émouvantes et historiques sur leur relation avec le Président. C'est ainsi que le jour de l'Aïd et pour la première fois depuis son exil, la table fut dressée pour une vingtaine de personnes parentes, amies ou alliées. Dans l'intervalle, je passais de longues heures seule et en profitai pour remonter le cours de mon histoire. Je m'asseyais à son chevet et le regardai longuement pour me repaître de la vue de ce personnage qui avait transformé mon destin de femme et de Tunisienne. Je n'ai jamais vu un aussi beau vieillard, aussi dément fût-il ! Je regretterai toujours de ne l'avoir jamais rencontré de son «vivant».

Son magnifique visage aux yeux bleus étincelants et au sourire ravageur se superposait au masque figé par l'âge et la maladie. Je discutais aussi longuement avec le personnel et fus confondue par leur dévotion envers le Président Bourguiba, qu'eux appelaient d'ailleurs «El Raïs». Il en était de même du personnel paramédical qui se relayait pour lui prodiguer les soins nécessaires.

Je savais que Bourguiba n'avait laissé personne indifférent, même après son éclipse involontaire, mais je pris la mesure de l'attachement et du respect hors normes qu'il avait inspirés. Je connus de grands moments d'émotion. Quand le majordome me montra le cercueil et surtout son épitaphe inscrite sur une petite plaque dorée et rédigée par Si El Habib lui-même : «*Habib Bourguiba, Fondateur de la République Tunisienne, Emancipateur de la Femme Tunisienne ...*», je ne pus retenir mes larmes de gratitude, d'admiration, pour l'Homme qui avait résumé en deux phrases l'ouvrage accompli et qui est encore revendiqué par tant de nations.

Le moment le plus bouleversant fut la préparation de ses funérailles alors qu'il gisait sur son lit d'agonie. Je fus associée à la discussion entre Junior et le gouverneur qui faisait part des instructions de Zine El Abidine Ben Ali. Il était question d'organiser des funérailles nationales auxquelles «*tous les amis de Bourguiba*» pouvaient être conviés, y compris les grands de ce monde qu'il avait côtoyés à leur égal. Il était également

question de faire porter le cercueil sur épaules d'hommes jusqu'à sa dernière demeure.

Pendant que les deux hommes discutaient des détails, je pleurai, bouleversée, en silence, pour ne pas les déranger. C'est ainsi que j'appris que Bourguiba ne possédait aucun bien et que son compte en banque n'avait jamais enregistré que ses salaires de Président de la République. Conscient de mon profond chagrin, Junior me promit de m'adresser une invitation et nota immédiatement mon adresse. Quelle ne fut pas ma déception attristée de ne rien recevoir ! Quelle ne fut pas ma consternation d'attendre en vain, devant des documentaires animaliers tournant en boucle, la retransmission télévisée de l'enterrement ! Et quelle ne fut pas ma stupéfaction horrifiée d'apprendre par la suite le traitement qui avait été réservé au *Zaïm* dont le catafalque avait été transporté dans la soute d'un avion ! Je ne pardonnerai jamais à ceux qui ont commis ce suprême outrage.

Et je compris dès lors que le sort de Ben Ali était scellé à plus ou moins court terme car le peuple tunisien ne pardonnerait jamais non plus l'offense faite au Père révééré. La mort dans notre culture doit effacer tous les griefs possibles. Et Bourguiba, qui reste le seul Président de ce pays, puisque son successeur s'est déchu de ce titre par ses multiples trahisons, sera toujours aussi grand mort que vivant. Vive Bourguiba et vive la Tunisie.

S.D.

Même mort, Bourguiba était encombrant pour Ben Ali

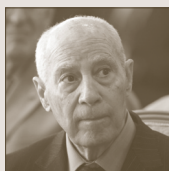
Samedi 8 avril, Il est quinze heures. Sur l'esplanade noire de monde qui conduit au mausolée de Bourguiba à Monastir, l'équipe de télévision est en place. Dans quelques instants, elle assurera la retransmission des funérailles du premier président de la République tunisienne décédé deux jours auparavant à l'âge de 99 ans, après une vie consacrée à son pays. Le temps de donner ses instructions et de vérifier l'emplacement des caméras et voilà le réalisateur qui s'apprête à donner le signal vidéo. Soudain, le téléphone sonne : à l'autre bout du fil, Abdelwahab Abdallah «*Coupez le signal, arrêtez tout*», ordonne-t-il, avant de raccrocher.

L'accès à la ville de Monastir ayant été interdit aux étrangers à la ville, la majorité des Tunisiens, cloués devant leur poste de télévision, prennent leur mal en patience en suivant un documentaire sur le braconnage des éléphants en Tanzanie diffusé sur TV7, en attendant la retransmission. Mais au fur et à mesure que le temps passe, on commence à se poser des questions. On zappe. Seule TV5 a prévu de retransmettre en direct les funérailles. Sur le plateau de TV5 où ont pris place Jean Daniel, Guy Sitbon, Helé Béji, Hamid Berrada, on commence à s'inquiéter. Au bout d'une heure, la chaîne contacte l'ambassade de Tunisie à Paris. Le fonctionnaire de

permanence se renseigne puis revient : *«Il n'y aura probablement pas de retransmission. Les Tunisiens sont déjà très émus, nous ne voulons pas ajouter à leur peine»*. *«Même mort, Bourguiba était encombrant pour Ben Ali»*, écrira son médecin personnel, Amor Chadli. Il a eu droit à des funérailles officielles parce que le pouvoir ne pouvait faire autrement. Mais tout a été fait pour que cet événement soit limité au minimum. Son cercueil sera transporté de Tunis à Monastir dans les soutes d'un avion et des hommes d'Etat prestigieux comme Nelson Mandela, qui n'a pas oublié l'accueil que lui avait réservé Bourguiba en 1962 et l'aide qu'il lui avait fournie, ont été dissuadés de participer à ses funérailles.

La célébration du quarantième jour de sa mort durera quinze minutes et se limitera à un hommage de 5 minutes de M. Chédli Klibi et à une intervention du secrétaire général du RCD où il sera davantage question de «l'artisan du changement» que de l'illustre disparu. Depuis, la commémoration chaque année de la mort de Bourguiba sera réduite au service minimum : la récitation de la fatiha et le dépôt d'une gerbe sur sa tombe. Pendant les 23 années de règne de Ben Ali, le mot d'ordre sera : ne parlez de Bourguiba ni en bien, ni en mal. Aujourd'hui, il est adulé comme il ne l'a jamais été par les Tunisiens, et sa mémoire saluée par toute la classe politique, y compris ses anciens pires ennemis, alors que son successeur est couvert d'opprobre et son nom honni pour l'éternité après avoir rejoint les tyrans de la région dans les poubelles de l'histoire.

Bourguiba, Ben Ali et les islamistes



■ Par Amor Chadli

Il y a 15 ans, le 6 avril 2000, nous quittait à jamais l'homme qui avait su mobiliser le peuple dans sa quête de dignité, l'homme qui avait dirigé la lutte nationale, qui avait fondé un État moderne et avait assuré à la Tunisie une place de choix dans le concert des nations.

Je ne reviendrai pas, ici, sur les épreuves de force qu'il a endurées avec courage et dignité, celle de 1936, celle de 1938 puis celle de 1952, à l'issue desquelles le Néo-Destour sortait toujours plus fort. Je ne reviendrai pas non plus sur son sens politique et sur sa stratégie de développement qui, en un quart de siècle, ont impulsé à un pays spolié par 75 ans de colonisation un essor exceptionnel. Je m'attarderai sur quelques points récurrents, souvent repris dans les médias. Le premier



englobe les présidences de Bourguiba et de Ben Ali désignées l'une et l'autre comme des dictatures.

En fait, Bourguiba considérait la démocratie, stade suprême de l'évolution d'une société, comme le meilleur des régimes. Il partageait cependant l'opinion de l'astrophysicien chinois Fang Lizhi qui considérait que *«la démocratie venue d'en haut n'est pas la démocratie, ce n'est qu'un relâchement de contrôle»*. Au journaliste Roger Stéphane, il déclarait : *«Vous savez, je suis démocrate, mais pour un peuple qui n'a jamais connu l'existence de la démocratie, c'est un risque de faire son apprentissage dans une période de grande tension. La porte est alors ouverte à toutes les démagogies et on ne sait pas où ça peut mener»*. Face à une population comprenant plus de 80% d'illettrés à l'époque, face aux pesanteurs historiques, à la fragilité de la texture sociale qui opposait citadins et nomades, à l'esprit de clan et au tribalisme dans les campagnes, Bourguiba, pour engager le pays dans la voie du développement, n'avait pas d'autre choix que de tenir le gouvernail. Au vu des événements que nous vivons depuis trois ans, il est permis de s'interroger si le peuple tunisien était, à l'époque, prêt à la démocratie.

Il n'est de richesse que d'hommes

Estimant que la richesse d'un pays réside dans la valeur de ses hommes, une fois l'indépendance acquise,

il engagea la Tunisie dans un mouvement socioculturel et économique sans précédent. Le leader, sans haine ni faiblesse, se transforma en un véritable pédagogue, dispensant dans ses discours et ses émissions radiophoniques hebdomadaires des leçons de vie dans un langage clair et facilement accessible à tous. Il qualifiait le combat engagé pour l'édification de l'État de «grand combat» (*Jihad al akbar*), l'opposant au «petit combat» (*Jihad al asghar*) mené pour l'accès à l'indépendance. Son charisme, sa légitimité historique et sa clairvoyance l'imposaient comme chef incontestable.

Il était à la fois président de la République et chef de gouvernement. Afin d'engager les secrétaires d'État — triés sur le volet pour leur compétence, leur intégrité et leur dévouement à la cause nationale — à ne pas réduire leur rythme de travail, il leur servait d'exemple, convaincu que la Tunisie ne pouvait s'imposer dans le monde que par le travail et l'effort. Depuis quelques années déjà, Bourguiba souffrait d'insomnies qu'il arrivait à réguler avec une thérapie classique. Face à son surmenage et à la crise consécutive à l'échec du système des coopératives, cette thérapie était devenue inopérante.

On fit alors appel à des psychiatres qui le soumirent à une thérapie drastique et inadaptée qui provoqua une véritable maladie iatrogène. La persistance de ses insomnies et l'état de fatigue qui les accompagnait

l'amenèrent à réduire ses activités. Il remplaça en 1969 les secrétaires d'État par des ministres coiffés par un Premier ministre, véritable chef du gouvernement, et limita la fonction de président à la nomination du Premier ministre, à la désignation des membres du bureau politique parmi les élus du comité central du PSD, au contrôle de la bonne marche du pays et à l'exercice des fonctions de représentation. De ce fait, l'année 1969 constitua une rupture avec le passé. Depuis, les intrigues débutèrent.

Le premier gouvernement responsable fut celui de Bahi Ladgham (7 novembre 1969 – 2 novembre 1970) qui fut marqué par la condamnation de Ahmed Ben Salah, accusé le 31 mars 1970 d'abus à l'égard du chef de l'État. Bahi Ladgham devait déclarer plus tard que son départ était dû surtout aux intrigues qui avaient commencé à partir du moment où on avait vu en lui le successeur du Président, l'héritier présomptif, ajoutant: «*Le Président était sous tutelle, son entourage faisait tout*».

Ces intrigues s'intensifièrent avec le gouvernement Hédi Nouira (2 novembre 1970 – 26 février 1980) qui connut deux événements graves ayant nécessité l'intervention de l'armée pour rétablir l'ordre. Celui du 26 janvier 1978 consécutif à la grève générale décidée par le secrétaire général de l'Uggt, Habib Achour, et celui de l'attaque de Gafsa le 27 janvier 1980 fomentée

par un groupe d'opposants soutenus par la Libye et l'Algérie. Notons que depuis 1969, Bourguiba n'avait cessé de se ranger aux décisions de ses Premiers ministres. C'est ainsi par exemple qu'il avait accepté d'adopter la position de Hédi Nouira au sujet de l'accord de Djerba du 12 janvier 1974 et de gracier, à la demande de Mohamed Mzali, en 1984, les islamistes condamnés en 1981 à 10 ans d'emprisonnement. Chedli Klibi, son ministre directeur du cabinet présidentiel de 1974 à 1976, confirmait l'engagement de Bourguiba de confier à son Premier ministre les décisions gouvernementales. Dans son ouvrage *Radioscopie d'un règne*, il déclarait: «Après 1969, le pouvoir sera exercé au nom de Bourguiba par des Premiers ministres qui n'en référeront au chef de l'Etat que de loin en loin, souvent pour l'informer, plus que pour le consulter».

Le gouvernement Mohamed Mzali (23 avril 1980 – 8 juillet 1986) connut lui aussi un événement grave, celui de la crise du pain de janvier 1984. Le gouvernement Rachid Sfar (8 juillet 1986 – 30 septembre 1987) comptait déjà Zine El Abidine Ben Ali comme ministre de l'Intérieur. Ce dernier, aidé par son groupe de comploteurs assoiffés de pouvoir, procéda à la provocation et à la persécution des étudiants et des islamistes qu'il utilisa comme pions avec l'enjeu de s'imposer, aux yeux du Président, comme le seul capable de dompter les islamistes et de venir à bout des grèves des étudiants pour remettre l'Université sur les rails.

La responsabilité de Bourguiba dans la traque des islamistes

Un autre point que je voudrais évoquer ici concerne la responsabilité présumée de Bourguiba dans la traque des islamistes. Face à un sujet aussi délicat, il importe de s'en tenir aux faits.

Un procès (27 août-27 septembre 1987) de 90 responsables du Mouvement de tendance islamique (MTI), accusés de tentative de renversement du régime tourna à la mascarade. La presse française soulignait que *«des dirigeants du MTI aussi importants que Salah Karkar, Hamadi Jebali et Ali Laridh, tous trois condamnés à mort par contumace le 27 septembre 1987, sont toujours en Tunisie où ils se cachent dans une clandestinité pas toujours aussi opaque qu'on pourrait se l'imaginer»*, que *«Hamadi Jebali et Ali Laridh étaient interviewés dans la banlieue de Tunis»*. Hamadi Jebali, quant à lui, déclarait: *«Malgré la quarantaine hermétique imposée à notre mouvement, j'ai pu établir des contacts avec des hommes sages parmi les grands militants du parti au pouvoir qui avaient pris le risque de me rencontrer, porté nos messages et essayé de défendre courageusement notre cause... Après du Dr Hamed Karoui, notamment, nous avons trouvé une réelle écoute et une grande compréhension»*. Ailleurs, il ajoutait: *«Sachez qu'en tant qu'ancien militant condamné à mort, je me promenais en plein centre-ville et je prenais mes repas dans un restaurant mitoyen au ministère de l'Intérieur»*.

Le fils de Hamed Karoui a reconnu *«être le trait d'union entre son père et Hamadi Jebali qui se connaissent depuis les années 80. Les deux se voyaient secrètement et l'ex-président Habib Bourguiba n'était pas informé, contrairement à l'ancien Premier ministre Mohamed Mzali»*. Les médias laissaient entendre que ce procès avait été imposé par Bourguiba pour faire condamner les islamistes à la peine capitale. En réalité, le seul but de Bourguiba était de conserver le cap et non de pendre haut et court les islamistes. En octobre 1987, le Premier ministre français Raymond Barre, qui faisait état de sa visite au Président, précisait qu'il avait sa pleine lucidité, bien que physiquement affaibli. *«Il m'avait dit, le jour de cette visite : " J'ai consacré ma vie à l'indépendance de mon pays, mais aussi à ce qu'il regarde vers l'Occident. Aujourd'hui, je suis inquiet de voir certains éléments de notre population regarder dans une autre direction. Je ferai tout ce que je pourrais pour conserver le cap"»*.

Qui donc était à l'origine du procès ? Était-ce le Président comme on l'avait prétendu ou était-ce le gouvernement? La réponse est donnée par le Premier ministre, Rachid Sfar : *«Le mouvement intégriste en Tunisie depuis le début de l'année 1987 a engagé le pays dans une escalade de violence à telle enseigne que le gouvernement était obligé de prendre les mesures de sauvegarde contre lui pour éviter à la Tunisie de devenir un Liban... Ce qu'a fait le gouvernement tunisien, c'est son strict devoir*

pour protéger l'immense majorité des Tunisiens et des Tunisiennes contre la barbarie et contre la violence qu'a commencé à engager le mouvement islamiste, notamment à l'université depuis 1980, mais à un rythme beaucoup plus accru depuis 1987... Nous avons été contraints d'arrêter ces responsables et de les traduire devant la justice. Quand nous avons eu des preuves de la collusion avec une puissance étrangère, l'Iran, il était de notre devoir d'informer la justice». Le Monde rapportait : «À l'ouverture du procès, le Premier ministre, Rachid Sfar, assurait que l'accusation apporterait la preuve de l'atteinte à la sûreté de l'État. La démonstration n'a pas été probante». Libération précisait: «Zine Ben Ali porte la responsabilité du démantèlement des réseaux du Mouvement de tendance islamiste (MTI), des arrestations par milliers, mais aussi des tortures dénoncées largement par les accusés au cours du procès de Tunis».

L'isolement du chef de l'État et les manigances ont atteint leur objectif. Le 1^{er} octobre 1987, Bourguiba désigna Ben Ali comme Premier ministre. Ce dernier, quelques semaines plus tard, destitua Bourguiba et accapara le pouvoir. Pour mieux convaincre l'opinion nationale et internationale de la responsabilité de Bourguiba dans le procès contre des islamistes, il commence par libérer ces derniers. Par là même, il acquiert leur faveur pour obtenir sa légitimité. Mais après son élection, le 2 avril 1989, en tant que président légitime, il se retourne contre eux à partir de 1990, les impliquant dans de multiples complots. Le président

du MTI, Rached Ghannouchi, s'en est défendu: *«Complot islamiste, prétend-on. La réalité est autre et la vérité ailleurs ... Sait-on, par exemple, que depuis l'exécution de ce plan, pas moins de 3 000 cadres et jeunes militants de notre mouvement ont été arrêtés, que plus de 10 000 sont recherchés par la police, que depuis le début de cette année, 8 étudiants et élèves ont été tués par balles, et que la pratique de la torture est devenue systématique. Complot islamiste annonce-t-on, alors que nous assistons à un scénario qui rappelle, toutes conditions égales par ailleurs, celui qui a permis l'éviction de Bourguiba en 1987: c'était Ben Ali qui poussait à la répression à cette époque pour garantir le maximum de succès à son putsch»*. Paradoxalement, pourquoi aujourd'hui fait-il volte-face et met-il tous les maux de son mouvement sur le compte de Bourguiba?

Après le 7 novembre, la campagne mensongère de Ben Ali et la désinformation reprenaient de plus belle. On a prétendu, par exemple, que *«le 7 novembre, à la place du valet qui lui apportait son petit déjeuner, deux généraux et un colonel pénètrent dans sa chambre, ainsi que le ministre de la Défense qui lui signifie qu'il est destitué»*. La réalité est tout autre. Le 7 novembre, Bourguiba avait refusé de quitter le palais de Carthage pour Dar Al Hana à Sfax qu'on lui avait fixé. Le 9 novembre, ayant accepté la résidence du Mornag, il s'y est rendu, le 10 novembre, en hélicoptère, accompagné de Hamadi Ghedira. Son fils et moi-même avons été autorisés le 12 novembre à lui rendre visite. J'étais donc la troisième

personne, après Hamadi Ghedira et son fils, à l'avoir vu après sa destitution.

L'autorisation qui m'était attribuée se limitait à deux visites par semaine, de 17 à 23 heures. Elle a été maintenue jusqu'au 15 février 1988. Ce jour-là, je trouvais Bourguiba furieux et irrité par la campagne mensongère largement diffusée, même dans les journaux étrangers. Il me demanda d'aller voir les ambassadeurs de France, d'Angleterre et des USA et de dénoncer ces mensonges. Lui ayant déclaré que j'effectuerai cette mission, je fus, le 17 octobre, démis de mes fonctions à l'Institut Pasteur et interdit de visite. De son côté, Bourguiba fut privé de toute visite en dehors de celle de sa famille directe.

C'est à partir de cette date qu'il adressa, d'une part, des lettres à Ben Ali lui demandant de bénéficier de certaines libertés et, d'autre part, une requête au procureur de la République lui demandant à être jugé pour répondre de ses actes. Son isolement s'est poursuivi même après le 23 octobre 1988, date à laquelle Ben Ali l'a autorisé à rejoindre Monastir. Il a fallu attendre la visite de Ben Ali aux États-Unis et probablement l'intervention du président Bush père pour voir sa captivité s'adoucir. À partir de 1990, certaines personnes ont été autorisées à lui rendre visite, parmi lesquelles Bahi Ladgham, Hassen Ben Abdelaziz, Mohamed Sayah, Ahmed Kallala et moi-même. Beaucoup de demandes restaient cependant lettre morte. Cette

شوشه ي 19 أبريل 1979

بسم الله الرحمن الرحيم

ألى حفظة الله الشاهي الميثاق
وزير الداخلية

ميدون الوحيين

خبر طيب ورحمة
أنكم تعلمون بمرتبعة الصلة عند التي ترحمنا يا أبا عبد الله
الرحيم المحيبت بورشيد الأون في سراتك بوسمة للمع
بل صمته بأنتم لم يمسنا الصغيب والصلاح إن روحه ولد وولد
عند قتلهم كما أنوار معه مواريع تقاسمنا بانهية لانتا والوسية
أرادنا بعبارة واضحة . مع ممتز الأتمام سرات صفة العلافة
وأنه رحمة والله

وقد تعطفتم معكروين بعد ما بع من ترميم 1978 معلومتكم
أن أما صل سراتك الصمومة أن زعمنا المنجل وأنتم الأصر
الاسم 33 ديسمبر 1978 عينه أعلمنه المسؤلون على مرامه مخص
خبرات أن "الطرد فيم وزارة"

والآن وقد عقب الانضمام الرشاشية وأستقر الأمر
التيغش منكم تعطين همة ما من زيادة الصموية إلى الزعيم بوليفية
هنا ورائي أن ترحموا في الصموية الرشاشية من قبل
تعاون السلطة لتجاهه الشاهي والانتخابات الرشاشية أمتعه
الله بشفاء العشر طول مدة العمر من أمن من بغير الله
حرفه فتنق لنسوسه ما نصوه الله من ترميم ومعاملة
كما أستندم بالقيم عهد الأرز بأعتراضنا في الله والرحمة والتجودة

من أمتكم المكرم دامت أمة من رحمة الصديه والرحمة بوليفية أمالنا والرحمة
الاستاد محمد الصادق
في فتاوى بوليفية حلتشاد
الرحمة
أصاحبا 1979

séquestration indigne allait durer jusqu'à son décès en 2000.

Le comportement sadique de Ben Ali, à l'occasion des funérailles du Père de la Nation, a suscité l'amertume des Tunisiens qui ont été empêchés de lui rendre un dernier hommage. Il a également suscité des commentaires dans les médias étrangers. *Libération* écrivait : «*Le régime de Ben Ali a tout fait pour escamoter les obsèques de son prédécesseur*». Ailleurs, ce même quotidien déclarait : «*En enterrant le Combattant suprême presque en catimini, Ben Ali n'a fait que souligner l'attachement du peuple tunisien à son ancien leader*» .

A.C.
Médecin personnel de Bourguiba

Bourguiba, un homme de grande culture



■ Par Mohamed Larbi Bouguerra

En cet anniversaire de sa disparition, nombreux sont les Tunisiens qui se rappellent l'extraordinaire journée du 1^{er} juin 1955 avec émotion et nostalgie. Le peuple était alors uni, tel un roc. Cette journée historique — au sens le plus complet du terme — vit le retour triomphal de Bourguiba quand pratiquement tout le pays se retrouva à Tunis.

Comme les Tunisiens se souviennent de ses fameux (et souvent délicieux) discours, de sa phénoménale mémoire lorsqu'il déclamait «La mort du loup» d'Alfred de Vigny ou des passages entiers d'Hernani de Victor Hugo. J'ai personnellement très peu approché le Zaïm même si, à Bizerte, feu mon père avait toujours de ses nouvelles par le canal de son ami le leader Habib Bougatfa et de la



presse du Destour : *Al Horriya, Mission...* Il n'en demeure pas moins que sa visite, le 15 janvier 1952, est gravée dans la mémoire de tous les Bizertins... Comme, bien entendu, la guerre de juillet 1961 contre le colonialisme et ses bases militaires, guerre qui a fait tant de victimes dans cette ville pourtant toujours au premier rang dans les combats pour l'indépendance, sous la houlette de Bouchoucha, de Bougatfa, de Ben Saber, de Nouri et de tant d'autres.

Maître de conférences à l'Université, j'ai été nommé en 1973 professeur. Ce qui m'a valu une invitation à rencontrer le Président à Carthage. Il suivait en effet de près les premiers pas de l'Université récemment installée au Campus. J'ai été frappé par sa petite taille. Je l'imaginai bien plus grand. Affable et d'accès facile, Bourguiba me demanda dans quelle spécialité j'avais obtenu, en 1967, mon doctorat. «*Electrochimie organique, M. le Président*», répondis-je.

Il partit alors d'un grand éclat de rire et me dit: «*Savez-vous comment s'appelait mon professeur de chimie organique à Sadiki?*». Sur ma réponse négative, il dit, toujours en riant: «*M. Doubledent!*». Puis, me prenant par le bras, il me demanda le plus sérieusement du monde: «*Si Larbi, dites-moi, le carbone est-il toujours tétravalent ?*». J'ai été réellement éberlué. Voilà un homme qui a obtenu le diplôme du Collège Sadiki^(*) et le baccalauréat vraisemblablement au début des années 1920, qui a étudié par la suite à Paris le droit et fréquenté, rue Saint Guillaume, l'École des Sciences Politiques. Un demi-siècle plus tard,

il est capable de se souvenir du programme de chimie organique de la Terminale! Par cette question, non seulement il montrait une mémoire phénoménale mais révélait en même temps l'«honnête homme» comme aurait dit Montaigne.

Il faisait ainsi état d'une compréhension claire de l'évolution de la science et des théories scientifiques pour lesquelles rien n'est parole d'évangile et où nulle autorité n'est acceptée pour l'éternité, fût-elle celle de Van't Hoff et Lebel, les pères, en 1874, de la tétravalence du carbone.

Je ne pus m'empêcher d'admirer cet homme... qui, pourtant, m'a fait souffrir — ainsi que ma famille et de nombreux camarades de lutte — quand en 1962, j'ai été élu secrétaire général de la corporation des étudiants tunisiens de l'Uget à Paris — la plus importante en nombre d'étudiants hors Tunis — corporation qui avait le tort énorme de ne comprendre aucun délégué étudiant destourien. Elle fut promptement dissoute et ses membres exclus de l'Uget sous le fallacieux prétexte d'un télégramme envoyé au Chef de l'Etat au sujet du complot.

Nous, les étudiants tunisiens à Paris, avions eu, en effet, le tort — aux yeux du pouvoir — de condamner sans ambages et fort clairement, dans cette missive rédigée suite à une AG, le complot de 1962. Mais, dans le même temps, nous demandions le respect de la Constitution quant à la séparation des pouvoirs, appelions en outre le gouvernement à procéder à un examen de conscience et à tirer les leçons de ce coup de tonnerre. Bourguiba

et les dirigeants de l'Uget à Tunis ne pouvaient admettre une telle liberté de ton et un tel rappel à l'ordre.

L'autoritarisme du pouvoir s'exprimait une fois de plus, cinq ans après l'Indépendance. Déjà, le périodique de gauche *Tribune du progrès* était suspendu, *L'Action* (quotidien du Néo-Destour) et Abdelaziz Laroui se déchaînaient contre les étudiants....

Quoi qu'il en soit, Bourguiba, décédé le 6 avril 2000, ne méritait ni cet odieux enfermement ni cet indigne enterrement, lui qui aurait aimé déclamer face aux Ben Ali, aux Trabelsi, à leurs comparses cette tirade de «Ruy Blas» de Victor Hugo :

Ô ministres intègres !
 Conseillers vertueux ! Voilà votre façon
 De servir, serviteurs qui pillez la maison !
 Donc vous n'avez pas honte et vous choisissez l'heure,
 L'heure sombre où l'Espagne agonisante pleure !
 Donc vous n'avez ici pas d'autres intérêts
 Que remplir votre poche et vous enfuir après !
 Soyez flétris, devant votre pays qui tombe,
 Fossoyeurs qui venez le voler dans sa tombe !

M.L.B.

(*) *Etonnamment, certains billets de 20 dinars portent la mention « Ecole Sadiki », traduction littérale de « médersa » ?! Regrettable !*



Le périple de Bourguiba au Machrek comme je l'ai vécu



■ Par Saïda Ghariani Maherzi⁽¹⁾

Dès le départ, nous savions que le périple ne serait pas serein et que la rencontre entre les deux géants de la politique ne serait pas facile. L'un avait inventé l'arabisme pour dominer son monde, alors que Bourguiba, son monde à lui se résumait en sa Tunisie, qu'il défendait bec et ongles contre l'hégémonie de son adversaire.

Des mois durant, on a assisté à une campagne ignominieuse de calomnies orchestrée par les médias égyptiens contre le chef de l'Etat, sur laquelle s'étaient greffées des tentatives d'assassinat. Elle ne cessa qu'à la veille de la visite. Bourguiba avait décidé d'exposer lui-même sa vision politique et son message de vérité aux plus hauts responsables d'une dizaine de pays du Moyen-Orient et d'Europe. Ce fut un voyage riche en événements positifs qui sont entrés dans l'histoire. Je souhaiterais y joindre une embellie et mettre en exergue



les faits inattendus et les impondérables peu connus, inhérents à la personnalité et au charisme de Bourguiba.

L'accueil au Caire, en ce 16 février 1965, fut très chaleureux. Les égards envers nous extrêmes... mais nous étions sur nos gardes. On avait bien raison. Dans une interview qu'il avait accordée à une revue française *Réalités*, Nasser déclarait qu'on ne pouvait ignorer les résolutions de l'ONU et qu'il fallait en tenir compte. Prenant connaissance de ce texte, Bourguiba, découvrant que les idées du Raïs rejoignaient les siennes, l'interrogea: «*Au cas où j'exposerais mon opinion à ce sujet, votre campagne médiatique contre moi reprendra-t-elle ? Pour toute réponse, Nasser partit d'un éclat de rire retentissant*». Les appréhensions de Bourguiba étaient fondées... Le président n'avait qu'effleurer le sujet, mais une autre affaire allait assombrir la fin de la visite: la RFA a décidé d'établir des relations diplomatiques avec Israël et de lui fournir une aide financière à titre de dédommagements de guerre. La réaction égyptienne ne s'est pas fait attendre. Nasser rompt ses relations avec Bonn et appelle les autres pays arabes à suivre son exemple. Bourguiba s'y refuse, «*l'Allemagne n'en mourra pas*».

Le 22 février, alors que l'avion présidentiel mettait le cap sur Djeddah, 2 Mig de l'armée égyptienne censés nous servir d'escorte d'honneur se sont trop rapprochés de notre avion, provoquant inquiétude et désarroi chez les passagers. Seul Bourguiba gardait son calme et a tenu à nous rassurer: «*Le Roi Fayçal nous protège, il les a prévenus !*». Une longue et fraternelle amitié liait les deux hommes, bien antérieure à l'indépendance. Fayçal était ministre des Affaires étrangères

et Bourguiba, un homme seul, en exil, un combattant acharné pour la liberté de son pays, fut reçu avec beaucoup de respect et de considération. Fayçal a tenu à recevoir, en personne, le président à l'aéroport, ce qui constituait une entorse au protocole saoudien.

Notre visite en Arabie Saoudite a été marquée par deux gestes importants : d'abord, face à la Kaaba, le président ordonna que les femmes prient à sa droite et non à l'arrière-plan, sous les yeux médusés de la garde royale ! Deux jours plus tard à Médine, sous les yeux ahuris des gardes saoudiens et des fidèles, des femmes de toutes origines ont pu accéder au sanctuaire qui abrite le tombeau du Prophète aux côtés de Bourguiba et des membres de la délégation. Frôler le tombeau, prier sur ses reliques furent les moments forts, les plus intenses avec la visite de la Kaaba.

Amman, 27 février. Je n'évoquerai pas le discours historique de Jéricho mais les sentiments de révolte et de pitié qui n'ont cessé de nous habiter durant ce séjour en Jordanie. Le président avait toujours exprimé ses regrets que la lutte pour l'indépendance de la Tunisie n'ait pu être associée à la délivrance du peuple palestinien. Il avait exprimé le souhait de visiter les camps de réfugiés palestiniens dans ce pays... Les années n'ont pu adoucir les souvenirs pénibles de la neksa. Je ne suis pas près d'oublier ces appels déchirants sollicitant l'aide de Bourguiba. *«Tu as sauvé ton pays, délivre-nous, ya zaïm»*. Mêlés les uns aux autres, nous n'étions plus qu'un peuple, une mémoire, un seul cœur, et un Bourguiba en larmes. Le message de Jéricho s'était répandu comme

une traînée de poudre non seulement dans le monde arabe, mais sur toute la planète. Pendant des mois, ce discours fera la Une de la presse internationale, éclipsant tous les autres sujets de politique étrangère.

Beyrouth, 7 mars. Pour le président, c'est une occasion pour renouer les liens qu'il avait tissés avec les hommes qui l'avaient soutenu et encouragé durant son exil. Mais l'accueil exceptionnel que le Liban avait réservé au président fut entaché d'une tentative de meurtre, en plein centre de Beyrouth. L'individu, arme au poing, fut arrêté de justesse. Seul *Le Monde* avait réservé quelques lignes à l'incident. L'Irak et la Syrie, qui devaient recevoir le président, se récuserent, alléguant de leur incapacité à assurer sa sécurité. L'Égypte s'empare du prétexte que lui offre le discours de Jéricho pour déclencher une nouvelle guerre des ondes. Les appels au meurtre contre le «traître» Bourguiba étaient quotidiens. Au Koweït, nous échappons de justesse à un lynchage n'était l'affection profonde qui liait le président à l'Emir Sabah Salem Sabah, un ami des jours difficiles.

En Iran, ce fut le rendez-vous avec l'histoire de ce grand pays des sciences et de la culture, l'empire perse dans sa diversité. Cyrus et Darius nous saluèrent de leur sceptre d'or, Khawarezmi pointa son zéro, et Hafiz nous offrit une rose de son jardin paradisiaque. La Turquie fut l'occasion de rendre hommage à la mémoire de Kemal Atatürk, bien que Bourguiba ne se soit pas privé d'émettre quelques critiques

sur son rejet de la civilisation arabo-musulmane. Evoquant la décadence des musulmans et de la religion, il devait déclarer: «*La faute en incombe aux musulmans et non à l'Islam, à ceux qui ont figé les croyances. Or l'Islam vaut par ses hommes*». En Yougoslavie, le Maréchal Tito a réservé un accueil grandiose au Combattant suprême. Les deux hommes, qui avaient eu un même parcours, s'admiraient réciproquement. Dernière étape : Athènes. L'émotion de fouler cette terre célèbre depuis des millénaires. Bourguiba nous semblait aller à la rencontre de toutes les figures éminentes qui ont marqué sa brillante civilisation. Diogène criant ses vérités du fond de son tonneau, Périclès parcourant les rues de son pas martial. Ainsi prit fin, le 9 avril, ce voyage surréaliste, riche en événements, en rebondissements, en trahison et en amitié. Il fit un grand bruit à l'époque, et ses échos perdurent jusqu'à aujourd'hui. Ce fut la victoire de la sagesse et du courage émanant d'un grand visionnaire. Son message rejoint celui des grands hommes qui ont tissé l'histoire du monde, y laissant une trace indélébile.

Quelques années plus tard, alors que nous foulions le territoire égyptien et passant devant le siège de la radio, une multitude de souvenirs surgissent : la visite de Bourguiba, ses conseils prémonitoires à Nasser : «*Ne vous laissez pas griser*», «*La guerre contre Israël doit être minutieusement préparée*»; les fanfaronnades de Nasser : «*S'ils veulent la guerre, ils sont les bienvenus*», puis la voix du Raïs cassée par l'émotion, reconnaissant la défaite de l'Égypte.

S.G.M.

(*) *Journaliste, ex-directrice des programmes politico-socio-culturels à l'ex-RTT*

Il y a 50 ans, le discours qui a failli changer le cours de l'histoire au Proche-Orient



■ Par Hédi Béhi

Il y a 50 ans, Bourguiba entamait un périple historique et à maints égards inimaginable aujourd'hui, par sa durée (8 semaines), le nombre de pays visités (Egypte, Arabie Saoudite, Jordanie, Koweït, Liban, Iran, Turquie, Grèce et Yougoslavie) et celui des personnalités tunisiennes qui accompagnaient le président (une soixantaine).

Un épisode méconnu de notre histoire dont on a retenu surtout le discours d'Ariha. Les jeunes générations que le triste spectacle offert aujourd'hui par l'Assemblée des représentants du Peuple et la classe politique d'une manière générale désespère ont tout intérêt à s'acquitter de ce devoir de mémoire, car ce périple peu commun constitue une page de leur histoire dont ils n'ont pas à rougir, bien au contraire. En 1965, Bourguiba avait 62 ans. Il avait mené à bien le processus de décolonisation dans son pays.



L'autonomie interne, l'indépendance, la proclamation de la République, l'évacuation militaire puis agricole. Après le putsch manqué de décembre 1962, il a certes réduit au silence l'opposition, *«concentré entre ses mains autant sinon davantage de pouvoirs que le Bey et la résidence générale réunis n'en avaient»*, mais il a transfiguré son pays, consacré le tiers du budget de l'Etat à l'enseignement, accordé leurs droits aux femmes et mis le pays sur les rails du progrès. Grâce à lui, notre pays jouit d'un prestige immense.

Léopold Sédar Senghor, le président-poète du Sénégal a reconnu lors de l'une de ses visites en Tunisie qu'il qualifiait de *«pèlerinage aux sources de l'africanité»* : *«Quand un ministre vient me demander conseil à propos d'une question épineuse, je lui réponds : voyez si les Tunisiens ont eu le même problème et inspirez-vous de leur démarche»*. Neuf ans après l'indépendance, Bourguiba commence à se sentir à l'étroit dans sa petite Tunisie et pense que le temps est venu de faire profiter les peuples arabes de ses conseils et de son expérience. Le 16 février 1965, il s'envole vers ce Machrek compliqué dont il n'avait jamais apprécié l'impulsivité des dirigeants. N'avait-il pas reproché à plusieurs reprises aux Arabes *«leur propension à fuir devant les faits réels»*, d'où *«le profond et large abîme entre ce qu'ils souhaitent et la réalité dans laquelle ils vivent»*.

«L'Allemagne n'en mourra pas»

Première étape : Le Caire, cœur battant du monde arabe, qui l'avait si mal reçu au lendemain de la Seconde

Guerre mondiale. Il faut dire que les rapports avec l'Égypte depuis l'indépendance n'ont jamais été un long fleuve tranquille. Nasser avait pris le parti de Salah Ben Youssef dans son conflit avec Bourguiba. Mais après les événements de Bizerte, en 1961, les relations entre les deux pays se sont nettement améliorées, si bien que le président égyptien fut invité aux festivités marquant l'évacuation de la base en 1963. Deux ans plus tard, c'est au tour de Bourguiba de se rendre au Caire. L'accueil est chaleureux, enthousiaste même. On lui déroule le tapis rouge. Nasser ne le quittera pas d'une semelle : il accompagne son hôte à l'université du Caire où il est fait docteur honoris causa, lui rend visite à l'ambassade de Tunisie au Caire, ce qu'il n'avait jamais fait avec un président étranger avant de coprésider avec lui un meeting à Assouan. La veille, on apprend que l'Allemagne fédérale a reconnu Israël et lui a livré des armes ainsi qu'une aide financière consistante. Le discours de Nasser est entièrement consacré à cette affaire.

Devant une foule hystérique, il annonce, en repréailles, la rupture des relations diplomatiques avec Bonn, appelle les pays arabes à suivre son exemple et dénonce la duplicité de l'Allemagne et sa pusillanimité face aux Israéliens, avant de donner la parole à son hôte dans l'espoir qu'il enchaînerait sur le même registre. C'était mal connaître Bourguiba. Il a toujours pensé qu'*«un dirigeant ne devait jamais suivre son peuple, mais le précéder»*. Il l'avait prouvé par le passé en appelant les Tunisiens,

pourtant favorables aux forces de l'axe, à appuyer les Alliés pendant la Seconde Guerre mondiale, puis à se contenter de l'autonomie interne pour ensuite réclamer l'indépendance. De tous les leaders de ce qu'on appelait alors le tiers-monde, il est le seul à n'avoir pas fait *«le pèlerinage»* à Moscou, ni à sacrifier à l'anti-américanisme ambiant, présentant une fin sans gloire d'un système qui portait en lui les germes de sa propre destruction. Dans un silence de mort, il s'attachera à faire voler en éclats l'argumentaire de son hôte : *«Il faut comprendre l'Allemagne, a-t-il déclaré en substance. Elle nourrit un complexe de culpabilité vis-à-vis des juifs. Elle est soumise à de très fortes pressions de la part des Etats-Unis et des autres pays occidentaux. Pourquoi chercher à tout prix à l'humilier. Quant aux relations diplomatiques, il y a une centaine de pays qui ont reconnu et entretiennent des relations avec Israël, allons-nous rompre avec eux. «De toutes les façons, concluait-il, l'Allemagne n'en mourra pas».*

Quelques heures plus tard, il s'envole pour Jeddah. Mais les foules égyptiennes n'ont pas attendu son départ pour mettre à sac l'ambassade de Tunisie au Caire ainsi que la résidence de l'ambassadeur, Mohamed Badra. Le quotidien *Akhbar El Youm* titre *«Bouclez-la, Bourguiba»*, alors que le propagandiste en chef du régime, Ahmed Saïd, abreuve d'insultes Bourguiba, le traitant de *«fou dangereux»*, de *«super espion»* de *«judas»*, sur les ondes de la radio Sawt El Arab, une station dont on a peine à imaginer aujourd'hui l'influence (néfaste) qu'elle a exercée sur « les masses arabes »

dans les années 50 et 60. Même le grand Heykal se joint à la curée : «*Soit il est fou, soit il a partie liée avec l'Amérique*». La lune de miel entre Tunis et Le Caire aura été de courte durée. A peine quatre ans. Et c'est de nouveau la guerre des ondes, les campagnes de presse et la rupture des relations diplomatiques.

Bourguiba, un empêcheur de penser en rond

Si l'étape saoudienne s'est déroulée sans histoires, celle de Jordanie est très mouvementée. Visitant un camp de réfugiés à Jéricho (Ariha), le 3 mars 1965, il découvre «*un spectacle indescriptible*» qui lui fait prendre conscience des responsabilités que les pays arabes n'avaient cessé d'assumer depuis la «nekba. Au sommet de son art, «le Combattant suprême» improvise un discours d'une cinquantaine de minutes qui met le monde arabe sens dessus-dessous. On ne compte plus les tentatives d'attenter à sa vie. Bagdad et Damas refusent de le recevoir parce qu'ils ne pouvaient pas assurer sa sécurité.

Qu'a dit Bourguiba de si grave pour mériter tout ce tollé ?

Il propose le retour à «*la légalité onusienne*», au plan de partage de 1947-48, tout en mettant en garde son auditoire contre les proclamations enflammées et grandiloquentes. «*S'il apparaîtrait que nos forces ne sont pas suffisantes pour anéantir l'ennemi ou le bouter hors de nos terres, nous n'avons aucun intérêt à l'ignorer, ou à le cacher*»,

ajoute-t-il. *«Il faut le proclamer haut. Force nous est alors de recourir, en même temps que se poursuit la lutte, aux moyens qui nous permettent de renforcer notre potentiel et de nous rapprocher de notre objectif par étapes successives. La guerre est faite de ruse et de finesse. L'art de la guerre s'appuie sur l'intelligence, il implique une stratégie, la mise en œuvre d'un processus méticuleusement réglé».*

«Peu importe que la voie menant à l'objectif soit directe ou tortueuse. Le responsable de la bataille doit s'assurer du meilleur itinéraire conduisant au but. Parfois, l'exigence de la lutte impose contours et détours. *«Il est vrai que l'esprit s'accommode plus aisément de la ligne droite. Mais lorsque le leader s'aperçoit que cette ligne ne mène pas au but, il doit prendre un détour. Les militants à courte vue pourraient penser qu'il a abandonné la poursuite de l'objectif.*

Il lui revient alors de leur expliquer que ce détour est destiné à éviter l'obstacle que ses moyens réduits ne pouvaient lui permettre d'aborder de front. Une fois l'obstacle contourné, la marche reprend sur la grande route qui mène à la victoire». *«Plus d'un leader arabe s'est trouvé dans l'impossibilité d'agir de cette manière. Pourtant, notre défaite et l'arrêt de nos troupes aux frontières de la Palestine prouvent la déficience de notre commandement. L'impuissance des armées à arracher la victoire malgré l'enthousiasme des combattants était due à ce que les conditions de succès n'étaient pas réunies».*

Israël, une Sparte des temps modernes

Bourguiba est tout entier dans ces propos : gradualisme, réalisme, courage et clairvoyance. L'étape de Beyrouth lui permet de préciser sa pensée lors d'une conférence de presse mouvementée : *«Les réfugiés sont entretenus à la fois dans des espérances chimériques et des haines stériles. Si je suis mal à l'aise dans la haine, ce n'est pas seulement parce que je méprise ce sentiment, mais parce que chez les Arabes, il empêche toute action lucide. C'est un alibi à l'inaction. On crie, on injurie, on lance des imprécations et on a ensuite l'impression de s'être délivré d'avoir accompli sa tâche»*. Il parle de pragmatisme, de réalisme. Un journaliste l'apostrophe : *«Le réalisme consiste à tenir compte du fanatisme des foules»*. C'était aussi la position de la plupart des dirigeants arabes de l'époque : *«Je suis votre votre chef, donc je vous suis»*. La politique consiste à suivre la foule : *vox populi, vox dei*. Le peuple a toujours raison.

Tenus aujourd'hui, les propos de Bourguiba auraient été l'évidence même. En 1965, c'est un pavé dans la mare des certitudes. Bourguiba est ici parfaitement dans le rôle qui a toujours été le sien : un agitateur d'idées, un empêcheur de penser en rond, n'hésitant pas à prendre son auditoire à rebrousse poil, à fâcher, à désespérer même. Il a bien saisi la psychologie des foules arabes. Elles aiment les gens qui les font rêver, non ceux qui les font réfléchir. C'est la civilisation du verbe, le verbe qui tient lieu d'alibi à l'inaction, pour reprendre son expression. C'est cette mentalité qu'il a cherché à combattre au cours de son

périple. Son objectif étant de provoquer un sursaut chez des Palestiniens dorlotés par des années de promesses jamais tenues.

Ce périple aurait pu marquer un tournant dans le conflit arabo-israélien. Mais Israël qui faisait figure de victime s'est révélé sous son vrai jour : un pays belliqueux, une sorte de Sparte des temps modernes. Après un temps de latence, les dirigeants israéliens minimisent la portée du discours de Bourguiba, expriment leurs doutes sur sa sincérité. Mais Abba Eban, son ministre des affaires étrangères, finira par jeter le masque : «*Mettre en œuvre les résolutions de 47-48 reviendrait à essayer de reconstituer un œuf dont on a fait une omelette il y a 18 ans*». C'est un non catégorique aux propositions de Bourguiba. Mis en danger de paix, Israël s'en sort sans trop de dégâts. Il sera sauvé par les Arabes par leur refus des propositions qu'ils n'ont même pas pris la peine d'examiner, alors que le monde s'est montré plus réceptif à ses vues (en deux mois, Bourguiba aura accordé quarante interviews aux journaux occidentaux). Un journaliste israélien commente: «*Une fois de plus Israël a été tiré d'une situation délicate grâce au manque de finesse politique des Arabes*».

Ah, si on avait écouté Bourguiba !

«*Ah, si on avait suivi Bourguiba, s'est écrié un jour Loti Kaddoumi, compagnon de lutte de Yasser Arafat, on aurait sans doute fait l'économie de tant de guerres et de malheurs*». Mais l'histoire ne se fait pas avec des «*si*».

Curieusement, 50 ans après, aucune étude sérieuse sur ce pan de notre histoire n'a encore vu le jour en Tunisie. Seul un journaliste... israélien, Samuel Merlin lui a consacré un livre de 500 pages, aujourd'hui épuisé^(*).

En quittant la Cisjordanie, Bourguiba avait averti les Palestiniens : si vous continuez dans cette voie, vous en serez dans vingt ans au même point. Il était trop optimiste. Cinquante ans et deux guerres meurtrières après, les Arabes en sont à revendiquer non plus le retour aux frontières de 47, de 67 ou de 73, mais celles des accords d'Oslo en 93, sans grand espoir d'être entendus.

(*) Samuel Merlin, *Guerre et paix au Moyen-Orient*, édition Denoël Paris 1969

H.B.

Pour un inventaire dépassionné du legs bourguibien

■ Par Hédi Béhi

Le 13^e anniversaire du décès de Bourguiba a donné lieu à des effusions qu'on n'avait pas connues depuis belle lurette. Avec le temps, les vieilles rancunes se sont estompées pour laisser la place au mythe. Dans une belle unanimité, les hommes politiques, y compris ses plus farouches contempteurs, se sont répandus en louanges sur le premier président de la République Tunisienne.

C'est le cas de Moncef Marzouki qui parle de «Père de la nation», alors que des dirigeants nahdhaouis lui reconnaissent des qualités de «*grand homme d'Etat*». Pourtant l'occasion était propice pour procéder à un inventaire dépassionné du legs bourguibien, sans tomber dans l'hagiographie, ni dans le dénigrement comme on le fait si souvent. Mis à part les islamistes, tout le monde reconnaît à Bourguiba des qualités de grand



homme d'Etat. Ne compte-t-il pas à son actif de très belles réalisations : le Code du statut personnel qui a libéré la moitié de la population jusque-là marginalisée; la démocratisation de l'enseignement qui a favorisé l'ascension sociale; le planning familial qui nous a fait éviter, en l'espace d'une génération, une dizaine de millions de bouches à nourrir, l'éradication des endémies: variole, trachome, paludisme, poliomyélite, en permettant à des millions de Tunisiens l'accès gratuit aux soins de santé de base.

Mais son bilan, aussi brillant soit-il, laissera un goût d'inachevé. Pourquoi cet homme d'exception, dont l'esprit s'est formé au contact des écrits des philosophes des Lumières (Montesquieu, Diderot, Rousseau, Voltaire) s'était-il toujours refusé à «injecter» la démocratie, même à doses homéopathiques, comme le lui proposait le célèbre juriste français Maurice Duverger ? Bourguiba aimait à dire que la démocratie ne se décrétait pas mais se méritait. Sous son long règne, les Tunisiens ont eu droit à l'instruction, à la santé, à la mobilité sociale, mais jamais à la démocratie tout simplement parce qu'il pensait, sincèrement, qu'ils ne la méritaient pas.

Les grands hommes d'Etat ont ceci de commun qu'ils ne tiennent pas en haute estime leurs peuples. De Gaulle qualifiait les Français de veaux. Plus méprisante était l'attitude de Bourguiba envers les Tunisiens. Voici

ce qu'il déclarait à Jean Lacouture, le 21 mars 1969 : «*Des siècles de décadence, de misère, engendrant le nomadisme, avaient effrité les villages, les hommes, en faisant ce qu'un publiciste français appelait une poussière d'individus. C'est cette poussière d'individus que j'ai commencé à réunir, en lui parlant son propre langage*»^(*). De Gaulle était démocrate, même après son retour aux affaires en 1958 avec l'appui de l'armée française d'Algérie et des pieds noirs. Bourguiba ne l'a jamais été. Pourtant, deux grandes occasions s'étaient offertes à lui : d'abord, au lendemain de l'échec de l'expérience des coopératives en 1969-70 lorsqu'il a lancé la consultation nationale. Un grand défouloir qu'il a dû interrompre, lorsqu'on a commencé à critiquer le monopole du PSD. Ensuite, après l'instauration du multipartisme, en 1980-81. L'expérience s'est terminée en queue de poisson avec des élections truquées, comme elles ne l'ont jamais été. Sa volonté irrépressible d'humilier Ahmed Mestiri avait pris le pas sur la nécessité de répondre aux aspirations de son peuple à la démocratie.

Cette tradition totalitaire s'est perpétuée pendant les trente premières années de l'indépendance, puis poussée sous Ben Ali jusqu'à ses ultimes conséquences, en parfait décalage avec le niveau social et culturel atteint par les Tunisiens. Il aurait fallu que Bourguiba soit plus à l'écoute de son peuple.

H.B.

(*) Jean Lacouture, «*4 hommes et leurs peuples*», pp.187 le Seuil, 1969



Mériem Bourguiba Laouiti Bourguiba construisait un État républicain et non une dynastie

Née aux États-Unis, son père, Habib Bourguiba Jr, était alors ambassadeur de Tunisie à Washington du temps de John F. Kennedy. Anglaise «d'adoption» et de formation universitaire, ayant vécu 30 ans à Londres, également Française de sang par ses deux grands-mères, mais profondément Tunisienne, de souche, de culture, de tempérament et d'engagement, Mériem Bourguiba, l'unique petite-fille de Habib Bourguiba, et aussi le seul des Bourguiba à s'engager depuis la révolution dans l'action politique, est sans doute un témoin privilégié de toute une époque.

Y compris la révolution qu'elle a vécue dès les premières heures et qu'elle continue à vivre en première ligne. Toujours murée dans sa discrétion naturelle, ne se pliant que rarement aux demandes d'interview, elle a accepté,



cette fois, de s'épancher à *Leaders*. Son récit est poignant. Il nous fait découvrir une réalité que beaucoup ignorent. En fait, Habib Bourguiba Jr, son épouse et leurs enfants n'avaient pas avec Habib Bourguiba père les rapports d'intimité et de proximité qu'on peut imaginer. Du temps où il était à Carthage, ils n'y allaient que lors de cérémonies officielles, parmi les invités. En captivité à Monastir, il n'était accessible que parcimonieusement et surtout les dernières années de sa vie. Pour Mériem, Bourguiba n'était pas son papy, mais Monsieur le Président.

Dérangée par les premiers signes de dérives qui ont commencé avec la présidence à vie, Mériem avait choisi, à 17 ans, de partir pour Londres poursuivre ses études mais aussi prendre ses distances vis-à-vis de ce qu'elle ne pouvait accepter: le 7 novembre 1987 la confirmera dans ses convictions. Son «émigration», depuis 1980, se prolongera jusqu'à la veille de la révolution. Longtemps «détunisifiée» comme beaucoup de Tunisiens qui ont vu leur identité usurpée et leur pays dévoyé, elle revendique le 14 janvier sa citoyenneté à part entière, encore plus que jamais. En participant immédiatement à la fondation d'Afek Tounès (qui fusionnera avec le PDP entre autres, dans Al Joumhourî), se portant candidate à Monastir aux élections du 23 octobre (manquant de quelques dizaines de voix seulement son siège au Bardo), et s'investissant dans l'action politique, elle accomplit son devoir d'humble néo-citoyenne. Sans aucune autre ambition, encore moins se prévaloir de l'héritage politique ou historique de

son illustre grand-père Habib Bourguiba. *«Bien que source de fierté personnelle et familiale, l'œuvre, la pensée, le combat et tout ce qui concerne Bourguiba, l'homme public, dit-elle à Leaders, c'est l'affaire des spécialistes et non de la famille. A eux de s'en charger. En revanche, la famille reste vigilante et enregistre les régulières attaques diffamatoires et de désinformation le concernant».*

Entre ses activités associatives (diverses ONG sociales) et militantes (bureau politique et groupes d'Al Joumhour) et ses engagements familiaux, Mériem s'arrange pour s'occuper de son jardin où elle cultive différentes plantes, fleurs et ... céréales. Chose inhabituelle dans la zone, elle a en effet semé du blé Mahmoudi (qui fit de Carthage le grenier de Rome) et se sert de sa récolte pour faire pain, couscous et autres *mhammes*, comme au bon vieux temps. Décidément, elle ne cesse d'étonner. Interview.

Quels sont vos premiers souvenirs avec Bourguiba ?

En fouillant dans ma mémoire, je ne retrouve pas de premiers souvenirs avec Bourguiba, plutôt des scènes qui reviennent de temps à autre. Il faut dire que nous n'entretenions pas avec lui une vie familiale intime et assidue et nous n'allions pas le voir spontanément au palais de Carthage. C'était surtout les jours d'Aïd que nous y allions, parmi la cour. Mais, comme on allait tous les dimanches déjeuner chez ma grand-mère Moufida, on avait plus de chance de le rencontrer dans un contexte plus intime, même s'il restait assez distant. Il vivait le

pays. Physiquement, il était avec nous, mais souvent son esprit était ailleurs. Il n'était présent que pour Moufida avec qui il avait de vraies conversations, et qu'il écoutait avec respect et attention. Pour moi, il n'était pas Baba Azizi, mais Monsieur le Président. Il laissait cependant toujours en nous quelque chose de lui.

Etait-ce le cas aussi avec votre père?

Mon père, par contre, c'était mon Papa. Avec maman, Neila Zouiten, ils ont formé un couple fusionnel, le rocher de l'un pour l'autre. De sa maman Moufida, de son lointain père et de son présent oncle Si Mahmoud, il avait hérité de nobles valeurs, veillant toujours à la droiture, dans l'abnégation totale. Je vous laisse imaginer l'enfance puis la jeunesse qu'il a eues de fils de prisonnier baladé de bague en exil et de leader courant les meetings et parcourant le pays, puis après l'indépendance de tout ce que vous savez. Il reste la personne qui m'a le plus marquée dans ma vie avec ma mère et mes deux grands-mères, le héros de ma jeunesse et jusqu'à très tard dans ma vie pour qui je n'ai pas seulement amour filial mais aussi respect, admiration et fierté sans cesse renouvelés.

Revenons à Bourguiba...

Quand j'ai eu mon bac, Bourguiba m'a fait venir pour me féliciter et m'offrir un petit cadeau. Le jour de mes fiançailles avec Kais (le fils de son fidèle compagnon

Allala Laouiti), il était très heureux. Mais, nous n'avions pas beaucoup de conversations avec lui. La politique, c'était quelque chose de personnel et non une question de famille. Bourguiba était en train de construire un Etat républicain et non une dynastie. Quand j'entends certains parler de la dictature de Bourguiba, je ris de l'ignorance pathétique des uns et méprise la mesquinerie vindicative des autres. Si dictature il y avait, ce serait celle de son gouvernement. Le Premier ministre avait tous les pouvoirs, le régime était celui de Bourguiba, mais la gouvernance du Premier ministre. Beaucoup de vérités demeurent encore cachées et il serait grandement utile d'ouvrir aujourd'hui les archives de l'Etat. Remettons tout à plat. Regardons la vérité en face. La justice transitionnelle, nécessaire, impérative, est faite pour ça.

Alors je suis la première à revendiquer haut et fort qu'on ouvre tous les dossiers. Je suis sûre que nous aurons les surprises qu'on nous a cachées et qu'on nous cache encore... Il y a eu des dérives, surtout les dernières années. Dommage que certains s'y soient concentrés et n'aient retenu que cette dernière période pour déformer tout ce qui l'avait précédée.

Comment s'est produite en vous la rupture?

A 11 ans, j'étais très gênée d'apprendre l'acceptation par Bourguiba de la présidence à vie. C'était pour moi

une grave décision qui allait à l'encontre des valeurs républicaines qu'on m'avait enseignées. Je l'ai gardé pour moi, et pris le large dès mon Bac en poche. À 17 ans, fille, et qui plus est petite-fille de Bourguiba, je ne pouvais pas lui faire de la résistance, ça n'avait pas de sens. Alors autant aller poursuivre mes études à l'étranger. Je pensais pouvoir tourner la page ; c'était en fait un long chapitre de 30 ans. J'avais choisi Londres pour y suivre des cours de danse. Puis, je me suis inscrite à l'université SOAS (The School of Oriental and African Studies), pour faire de l'arabe et, en option, l'hébreu moderne. Après de premiers petits boulots, comme tous les étudiants, j'ai pu obtenir un travail intéressant dans des firmes financières américaines installées à la City. Pendant sept ans, je me suis donnée à fond à mon travail, parmi les golden boys et golden girls. Quand je m'embarque, j'essaye d'être la meilleure de moi-même.

Vous vous êtes mariée...

Oui, entre-temps, je m'étais liée à Kais, nos familles se connaissaient de très longue date, puisque son père Allala Laouiti était le compagnon de toujours. Nous étions voisins à un moment et partagions les quelques jours que nous passions l'été à Monastir. En vacances, les enfants des deux familles, étudiants à l'étranger, se retrouvaient tous ensemble. Kais poursuivait ses études aux Etats-Unis, au Minnesota, et voulait s'installer

à New York. Je l'avais convaincu d'essayer Londres, puis quand on s'est mariés en 1984, nous avons convenu d'y rester 5 ans, établissant une sorte de plan quinquennal. On a fini par boucler cinq plans, soit 25 ans, jalonnés de la naissance de nos trois enfants. J'ai voulu alors m'arrêter de travailler pour me consacrer à eux, toujours par souci d'être la meilleure de moi-même, pour assurer l'éducation de mes enfants, ordinaire ou «extra-ordinaire» puisque mon aînée est trisomique 21. Plus tard, j'ai repris les études et je suis devenue praticienne d'homéopathie, fleurs de Bach, Reiki, méditation transcendante et yoga.

Comment avez-vous vécu la destitution de Bourguiba?

Ce qui s'est passé le 7 novembre 1987 me confirmait dans ma décision de prendre mes distances par rapport à la Tunisie et à tout ce qui s'y passait. Je me sentais bien étrangère dans mon propre pays, et bien à l'aise à Londres. Ce jour-là, un samedi et jour de repos, je me préparais à partir le lendemain en mission à New York, quand l'appel d'un ami de mon père me réveilla tôt le matin. Ne soupçonnant rien dans ma voix, il m'avait juste dit qu'il s'enquerrait de mes nouvelles, me demandant de reprendre contact plus tard dans la matinée, si quelque chose n'allait pas. C'était suffisant pour susciter ma curiosité, je me suis alors précipitée sur les infos. C'était à la une, sur les radios et les télévisions. Mon premier réflexe était d'appeler mon père. Sa

réponse résonne encore dans ma tête. Pour toute réponse, il me dit : «*Je ne suis plus fils du Président !*», comme s'il se délivrait d'un boulet qu'il avait assumé très honorablement.

Vous avez continué à vous rendre auprès de Bourguiba à Monastir?

Tous les mardis et jeudis, mon père allait rendre visite à Bourguiba, dans sa résidence surveillée, à Monastir. J'en profitais pour l'y accompagner lors de mes séjours à Tunis. C'était assez éprouvant de frustration. Privé de téléphone et de correspondance, interdit de visites, sauf pour les quelques proches et sur autorisation, avec pour nous l'obligation de ne rien amener avec nous et de ne rien sortir de chez lui, Bourguiba était bel et bien en captivité et se sentait épié, ayant conscience des micros incrustés pour l'écouter. On lui amenait des journaux tunisiens, mais il s'en détournait, il lisait par contre les hebdomadaires étrangers que lui amenait mon père. De même qu'il refusait d'écouter la radio ou de regarder la télé, officielles, se contentant de suivre la deuxième chaîne française. D'ailleurs, un jour d'août 1991, et alors qu'il était en train de déjeuner, il apprit par la télé que Boris Eltsine avait rétabli Mikhaïl Gorbatchev au pouvoir. Doucement, il glissera : «*Lui, il a trouvé des hommes dans son pays!*». De plus et tout «sénile» qu'il avait été déclaré, sa réaction aux accords d'Oslo était : «*Trop peu, trop tard, et des extrémistes des deux côtés*»

Ne voulant pas comprendre les raisons de son emprisonnement à Monastir, Bourguiba avait plusieurs fois réclamé qu'on le traduise devant la justice, multipliant ses lettres à Ben Ali et au procureur de la République pour les mettre devant leurs responsabilités. En vain. Exaspéré par leur silence, il s'était un jour emporté devant mon frère Mahdi qui lui rendait visite, en disant: «*Mais pourquoi ils ne me jugent pas ? Je ne comprends pas*». Ironiquement, Mahdi lui dit : «*Ils ont peur de toi*». Sans la moindre hésitation, Bourguiba répliqua immédiatement : «*Suis-je un âne pour répéter une erreur?*».

Il n'était pas sans humour pourtant. Tous les 3 août, il recevait de Ben Ali un bouquet de roses rouges du nombre de ses années, accompagné d'une carte signée «*Votre fils, Zine Abidine Ben Ali*». À la question de mon père d'où venait le bouquet, il répondait : «*De ton frère!*» C'était la blague annuelle !

Comment avez-vous vécu son décès ?

Lorsque Bourguiba avait amorcé son syndrome de glissement, deux mois avant son décès, mes parents avaient élu résidence à Monastir pour se tenir près de lui. Pour ma part, je faisais la navette deux fois par semaine et la famille se retrouvait le plus longtemps possible à son chevet. On ne croyait pas lors de sa mort qu'après la guerre de nerfs menée par les valets de Ben Ali, on allait subir, pour ses funérailles,

l'humiliation du choix du chemin des parias pour le cortège funèbre, et la mascarade de la retransmission télévisée réduite au strict minimum, ce que le monde entier a désapprouvé.

Après 30 ans d'exil, vous avez décidé de rentrer au pays...

L'année 2009 fut particulièrement éprouvante pour moi. Mon mari décida de rentrer s'installer au pays. Le suivre n'était pas facile à faire, tant il y avait des dispositions à prendre à Londres et des préparatifs nécessaires à Tunis. La plus rude épreuve fut la maladie de mon père, puis son décès, en décembre de la même année. J'ai fini par débarquer en octobre 2010, comme si on avait pris rendez-vous avec ce qui allait se passer. D'ailleurs, on sentait quelque chose dans l'air, sans rien savoir au juste, et un sentiment profond nous incitait à retourner, de peur de rater un tournant.

...Et ce fut la révolution !

Evidemment, vendredi 14 janvier, j'étais avec mon mari sur l'avenue Bourguiba. De toutes nos énergies, nous réclamions notre citoyenneté. Pendant longtemps, je me sentais détunisifiée, comme beaucoup d'autres. Mais, ce jour-là, à 48 ans, je suis redevenue Tunisienne, citoyenne. C'était long à attendre, pénible à endurer, mais heureuse d'être rétablie dans ce que je suis, et ce que je partage avec mes concitoyens.

Qu'avez-vous fait alors ?

Lorsqu'une fenêtre d'opportunité s'ouvre, il faut s'y engouffrer, avec le plus grand nombre de personnes possible. Cet élan magnifique de l'action associative, que j'avais longtemps pratiquée à Londres, nous emporta tous. D'emblée, j'étais convaincue que c'était nécessaire, mais pas suffisant. Quand on veut changer le cours des choses, créer tout un courant, il faut faire de la politique. Lors des élections, c'est aux partis de prendre le relais de la société civile, en suscitant des synergies utiles... Je suis déçue de voir parfois l'associatif se déclarer apolitique et rompre les ponts avec les partis. Face à la paupérisation de la classe moyenne, à la fracture sociale et identitaire si profonde, à la désertification éducative et culturelle et à toutes ces menaces si lourdes de conséquences, on ne peut pas se réfugier derrière l'indépendance vis-à-vis des partis. Il faut s'engager, agir. C'est à ce moment et plus que jamais que l'associatif doit servir de moteur et de guide au politique. Pour moi, la complémentarité et les synergies sont non seulement évidentes, mais aussi impératives.

Dès les premiers jours, des amis m'ont contactée pour qu'on se réunisse et voyions ce qu'on peut faire ensemble. C'est ainsi que je me suis retrouvée avec Neila Charchour, puis Ali Kooli, Yassine Brahim, que j'avais connu à Londres, Slim Zeghal, Sami Zaoui et d'autres, à approfondir nos débats pour aboutir à la fondation d'Afek Tounès qui fusionnera avec le PDP dans Al Joumhourî. Les élections du 23 octobre 2011 étaient pour nous un premier exercice important de

la démocratie. Portée tête de liste à Monastir, je savais que ma tâche n'était pas facile. Je suis certes la petite-fille de Bourguiba, mais rien que dans le camp des destouriens, il y avait déjà plusieurs listes en compétition. J'ai raté mon siège de quelques dizaines de votes. D'ailleurs, pendant 48 heures, et selon les premiers dépouillements, j'étais déclarée élue, mais c'est finalement un autre concurrent qui l'a emporté.

Quel est votre rôle au sein du parti?

Je suis membre du bureau politique et je m'active principalement dans deux groupes: la commission coordination femmes et le bureau national de la formation, sans autre ambition que de servir. Il est vrai que je fais de la politique, mais je ne suis pas politicienne. Pour l'être, il faut la vocation et elle commence tôt. Et puis, l'arène politique n'est pas la mienne. J'aime échanger mes points de vue et les partager avec les autres et rester libre de ne pas entretenir d'ambition de postes à briguer. Je sais écouter également, ce qui me sert beaucoup dans nos multiples déplacements à travers le pays.

Pourquoi pensez-vous que les Tunisiens n'arrivent pas encore à se relancer?

En essayant de réfléchir à la situation générale qui prévaut deux ans après le déclenchement général, je me rends compte que nous sommes tous atteints d'un même syndrome : chacun cherche à accuser l'autre et l'accabler. Personne n'a

encore fait son mea-culpa et nous n'avons pas toujours fait notre mea-culpa collectif. Tant que nous n'avons pas exorcisé ce grand monstre, notre thérapie générale n'est pas terminée et nous ne pourrons pas rebondir pour reconstruire la transition si nous continuons à ignorer l'impératif d'une réelle justice transitionnelle.

La famille de Bourguiba a-t-elle été associée à l'aménagement du musée qui lui sera consacré à Skanès?

Nous n'avons pas été sollicités. On nous a invités une fois au palais de Carthage pour nous montrer ce qui avait été trouvé dans ses caves, mais sans plus. D'ailleurs, nous n'avons même pas récupéré tout ce qui se trouvait dans la maison familiale, à Monastir, spolié par Ben Ali, pourtant propriété de Bourguiba, payé de ses propres deniers au sujet duquel une lettre datée d'octobre 2012 est restée sans réponse. Pour le reste, je considère cependant que l'héritage de Bourguiba, conceptuel, spirituel, historique, militant, c'est le devoir et la responsabilité des spécialistes et non de la famille. A eux de faire le travail et je suis persuadée que si on leur donnait l'occasion et les moyens, historiens, analystes, chercheurs, documentalistes, muséologues et autres s'en acquitteraient à merveille. Par contre, les valeurs, l'humanisme et l'esprit de Bourguiba, c'est l'affaire de chacun de nous. A chacun sa manière de les perpétuer, comme j'essaye de m'en acquitter avec l'humilité, la dignité et l'intégrité qui sont nos valeurs familiales, et l'héritage dont je reste fière.



■ Premier anniversaire de l'indépendance
20 mars 1957. A gauche le vice-président
Nixon





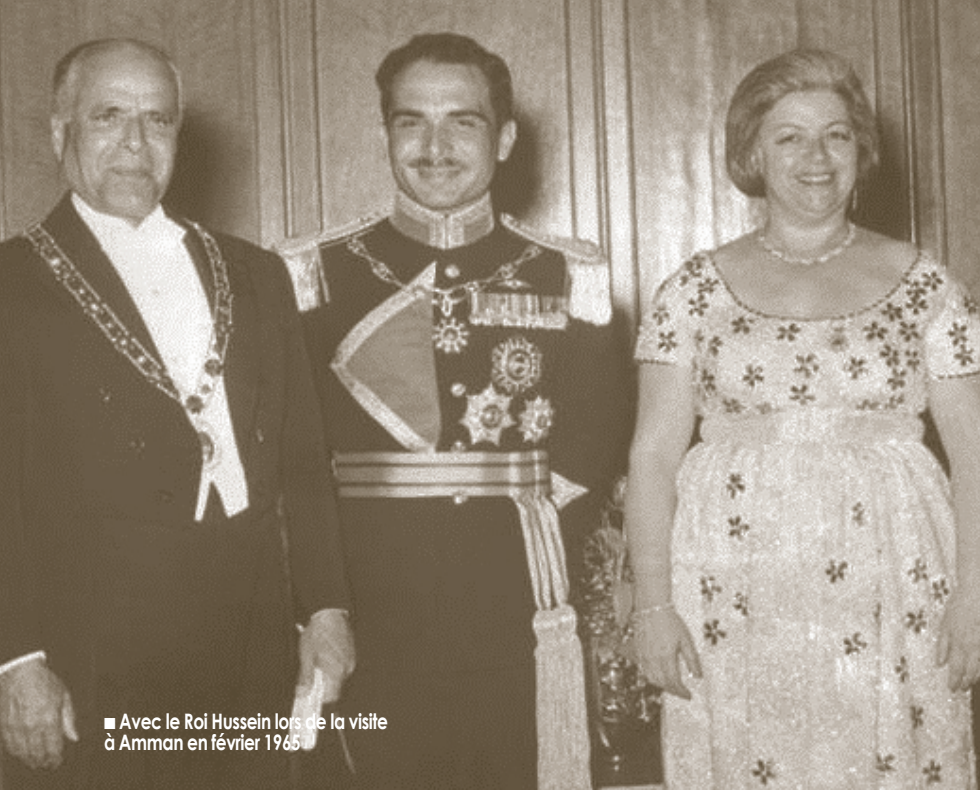
■ Discours de Bourguiba à l'Assemblée nationale en 1954



■ Visite de Bourguiba à New York 3 - 5 mai 1961



■ Avec Giscard d'Estaing



■ Avec le Roi Hussein lors de la visite à Amman en février 1965



■ Avec le Shah d'Iran et la Reine Farah



■ Avec Pierre Mendès France



■ Bourguiba et Eisenhower, en 1959



■ Avec Indira Gandhi, Premier ministre indien. A gauche Béji Caïd Essebsi, alors ministre des Affaires étrangères.



■ Avec le Président syrien Hafez El Assad



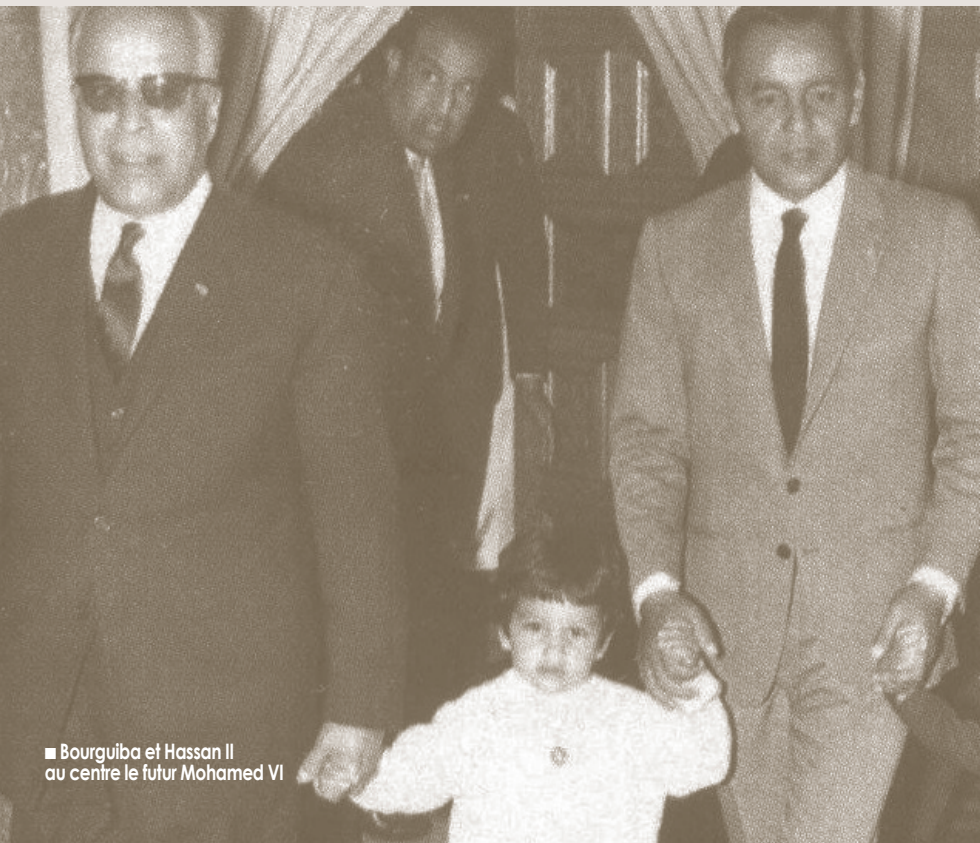
■ Avec Yasser Arafat



■ La rencontre de Rambouillet avec de Gaulle, 27 février 1961



■ Avec John Kennedy, Président des Etats-Unis, mai 1961



■ Bourguiba et Hassan II
au centre le futur Mohamed VI



■ Avec Saddam Hussein en 1979



■ Avec Nasser 16-17-18 février 1965



■ Sommet arabe à Tunis en 1979



■ Avec Kadhafi en 1969



■ Avec Georges Pompidou, Président de la République française 1969 - 1974



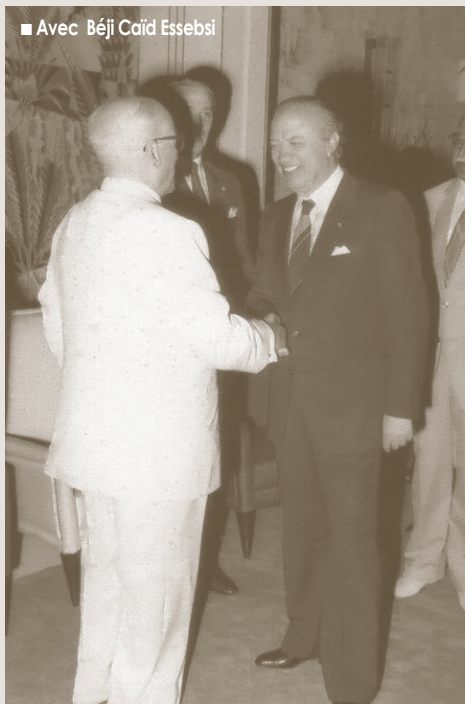
■ Bourguiba - Boufelfla à l'ambassade de Tunisie à Paris



■ Bourguiba et Habib Achour



■ Avec Mohamed Sayah à Genève



■ Avec Béji Caïd Essebsi





